

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006683]

21 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, l'article 20 ;

Vu le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique, l'article 5, § 1^{er}, 60° et 61°, l'article 22, § 1^{er}, 3°, a), et 10°, l'article 30, 5° et 13°, l'article 69, alinéa 2, l'article 91, §§ 2 et 4, l'article 93, § 2, et l'article 103 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 juillet 2023 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2023 ;

Vu le rapport établi le 14 novembre 2023 conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis ENV.23.107.AV du pôle « Environnement », donné le 25 septembre 2023 ;

Vu l'avis 44 du Conseil wallon de l'Economie sociale, donné le 24 octobre 2023 ;

Vu l'avis 74.903/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant le décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale ;

Considérant le décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion ;

Considérant le Plan wallon des déchets-ressources ;

Considérant la stratégie « Circular Wallonia » ;

Considérant la nécessité d'établir un mécanisme de contrôle en vue d'éviter toute surcompensation à l'égard des bénéficiaires des compensations actifs dans le secteur du réemploi et de la préparation en vue du réemploi ;

Considérant que les termes « entreprise d'économie sociale » doivent s'entendre comme les termes « entreprise sociale » visés à l'article 8:5, § 1^{er}, du Code des sociétés et des associations ;

Considérant que le remplacement des termes « réutilisation » et « préparation à la réutilisation » par les termes « réemploi » et « préparation en vue du réemploi » est effectué afin d'adapter le présent arrêté à la terminologie européenne mais que ces modifications n'ont pas pour effet d'exiger des titulaires d'agrément la modification formelle de leurs statuts, notamment de leur objet social ;

Considérant que les définitions du décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique sont applicables ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Economie sociale et de la Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « , aux conditions d'exercices » sont insérés entre les mots « relatif à l'agrément » et les mots « et à l'octroi » ;

2° le mot « subvention » est remplacé par le mot « compensation » ;

3° les mots « en tant qu'entreprise sociale » sont remplacés par les mots « en tant qu'entreprise d'économie sociale » ;

4° les mots « de la réutilisation » sont chaque fois remplacés par les mots « du réemploi ».

Art. 2. Dans le même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « de la réutilisation » sont chaque fois remplacés par les mots « du réemploi » ;

2° le mot « réutilisation » est chaque fois remplacé par le mot « réemploi » ;

3° le mot « sociale » est chaque fois inséré après les mots « le Ministre de l'Economie » ;

4° le mot « subvention » est chaque fois remplacé par le mot « compensation », sauf en ce qui concerne les références aux arrêtés suivants :

a) l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 juin 2009 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés à finalité sociale actives dans le secteur de la réutilisation ;

b) l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation ;

5° le mot « Ministre » est chaque fois remplacé par le mot « ministre ».

Art. 3. Dans l'article 1^{er} du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, les mots « le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets » sont remplacés par les mots « le décret du 9 mars 2023 relatif aux déchets, à la circularité des matières et à la propreté publique » ;

b) au 5°, les mots « le Département du Sol et des Déchets de la Direction générale Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « l'inspecteur général du Département du Sol et des Déchets du Service public de Wallonie Agriculture, Ressources naturelles et Environnement, ou son délégué » ;

c) le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° la Direction de l'Economie sociale : la Direction de l'Economie sociale du Département du Développement économique du Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche » ;

d) sont insérés les 6°/1 à 6°/3 rédigés comme suit :

« 6°/1 l'autorité délivrante en première instance : le Département du Sol et des Déchets et la Direction de l'Economie sociale ;

6°/2 l'autorité compétente sur recours administratif : le Ministre de l'Environnement ;

6°/3 le réemploi : le réemploi tel que défini à l'article 5, 16°, du décret Déchets » ;

e) le 7° est remplacé par ce qui suit :

« 7° la préparation en vue du réemploi : la préparation en vue du réemploi telle que définie à l'article 5, 19°, du décret Déchets » ;

f) le 8° est remplacé par ce qui suit :

« 8° l'entreprise de réemploi : l'entreprise d'économie sociale telle que définie à l'article 5, 45°, du décret Déchets active dans le réemploi et la préparation en vue du réemploi et agréée conformément au présent arrêté » ;

g) au 9°, le mot « réutilisés » est remplacé par le mot « réemployés » ;

h) le 11° est abrogé ;

i) le 13° est abrogé ;

j) au 15°, les mots « à la réutilisation » sont remplacés par les mots « en vue du réemploi » ;

k) le 16° est abrogé ;

l) au 17°, les mots « de la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie » sont remplacés par les mots « du Service public de Wallonie Economie, Emploi, Recherche » ;

m) l'article est complété par les 18° à 20° rédigés comme suit :

« 18° les acteurs externes : toute personne soumise à un régime de responsabilité élargie des producteurs de produits comportant une obligation de financement de la gestion des déchets et de certaines mesures de prévention des déchets ainsi qu'une obligation de reprise des déchets, et finançant une ou plusieurs activités de réemploi ou de préparation en vue du réemploi exercées sous couvert d'un mandat S.I.E.G.;

19° la surcompensation : la situation où en moyenne sur trois ans, l'ensemble des recettes provenant de la mise en œuvre du S.I.E.G., en ce compris les subsides et les soutiens financiers venant des acteurs externes, déduction faite de leurs coûts générés par la mise en œuvre du S.I.E.G., a été supérieure au taux de bénéfice raisonnable visé à l'article 10, § 1/4 ;

20° le public cible : le travailleur qui au moment de son engagement ne dispose pas du diplôme de l'enseignement secondaire supérieur et est inscrit comme demandeur d'emploi, ainsi que les travailleurs subventionnés déjà occupés par l'entreprise à la date d'entrée en vigueur des modifications. ».

Art. 4. A l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2023, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Le Ministre de l'Economie et le Ministre de l'Environnement » sont remplacés par les mots « L'autorité délivrante en première instance ou l'autorité compétente sur recours administratif » ;

b) le 1° est remplacé par ce qui suit :

« 1° être agréé en tant qu'initiative d'économie sociale conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mai 2017 portant exécution du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion » ;

c) au 2°, les mots « avoir pour objet social la réutilisation et la préparation à la réutilisation » sont remplacés par les mots « avoir pour objet social le réemploi et la préparation en vue du réemploi » ;

d) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° toute personne physique, toute personne morale ou toute personne ayant le pouvoir légal de représenter la personne morale sollicitant l'agrément, n'est pas, lors de l'introduction de la demande, encore sous le coup d'une mesure d'interdiction, de déchéance, de suspension ou de retrait, portant en totalité ou en partie, sur le type d'activité en matière de déchets qui fait l'objet de la demande d'agrément, établie sur la base de l'une des décisions suivantes :

- une décision judiciaire coulée en force de chose jugée ;

- une décision administrative de suspension ou de retrait prise conformément à l'article D.198, § 2, du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement ;

- depuis moins de 6 mois, une décision administrative de retrait prise conformément à l'article 86, § 1^{er}, du décret Déchets ;

- une décision administrative de suspension prise conformément à l'article 86, § 1^{er}, du décret Déchets. » ;

e) le 5° est abrogé ;

f) au 7°, le h) est abrogé ;

g) au 11°, les modifications suivantes sont apportées :

- les mots « à la réutilisation » sont remplacés par les mots « au réemploi » ;

- les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Direction de l'Economie sociale » ;

h) au 12°, le mot « difficulté » est remplacé par les mots « en procédure de sonnette d'alarme » ;

i) les 14°, 15° et 16°, sont abrogés ;

2° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « soit en Communauté germanophone, » sont insérés entre les mots « en région flamande » et les mots « démontre qu'elle répond » ;

(2) l'alinéa est complété par les mots « et démontre qu'elle respecte les principes de l'économie sociale tels que définis à l'article 1^{er} du décret Economie sociale et qu'elle remplit les conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion. » ;

b) l'alinéa 2 est complété par les mots « et démontre qu'elle respecte les principes de l'économie sociale tels que définis à l'article 1^{er} du décret Economie sociale et qu'elle remplit les conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion. » ;

c) l'alinéa 3 est complété par les mots « et démontre qu'elle respecte les principes de l'économie sociale tels que définis à l'article 1^{er} du décret Economie sociale et qu'elle remplit les conditions visées à l'article 3, § 1^{er}, du décret du 20 octobre 2016 relatif à l'agrément des initiatives d'économie sociale et à l'agrément et au subventionnement des entreprises d'insertion. ».

Art. 5. A l'article 3 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« La demande d'agrément est introduite auprès de l'autorité délivrante en première instance conformément aux articles 89, 90, 91 et 92, du décret Déchets. » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La demande comprend les informations suivantes :

1° un plan d'entreprise comportant :

a) une description de la nature et des quantités de déchets et de produits ou composants de produits concernés, de la zone desservie, de l'organisation de la collecte et de la préparation en vue du réemploi, des modalités de mesure des flux collectés et préparés en vue du réemploi, le cas échéant, des tonnages déjà collectés et réutilisés ;

b) le nombre prévisionnel de tonnes de déchets et de produits ou composants de produits réutilisés, en Région wallonne afférent aux activités visées au a), par an, pour lequel elle sollicite l'agrément, ainsi que la ventilation du tonnage par types de déchets ou de produits ou composants de produits tels que précisés à l'article 9, § 2 ;

c) les modalités de stockage et les actes de réparation envisagés ;

d) la méthodologie pour établir le suivi des flux physique et financier, et une description détaillée des modalités de rapportage de l'activité ;

e) le nombre de personnes employées et la traduction de celui-ci en équivalents temps plein, la masse salariale globale y afférente ainsi que la masse salariale afférente aux seuls travailleurs du public cible, à l'exception des postes d'encadrement et des fonctions administratives ;

f) le cas échéant, les heures d'ouverture des magasins ;

g) le plan financier reprenant les prévisions de dépenses et de recettes liées à l'activité de réemploi sur cinq ans ;

2° la référence des permis, agréments, enregistrements et certificats détenus en matière d'environnement et de déchets par l'entreprise de réemploi ainsi que tous autres documents établissant le respect des conditions énoncées à l'article 2 ;

3° la liste exhaustive de tout autre agrément, permis, enregistrement et certificat ayant un rapport avec les activités pour lesquelles l'agrément est demandé ;

4° la copie de l'agrément visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°. » ;

3° à l'alinéa 3, les mots « à la réutilisation » sont remplacés par les mots « en vue du réemploi » ;

4° l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 6. A l'article 4 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est abrogé ;

2° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Le Ministre de l'Économie et le Ministre de l'Environnement dispensent » sont remplacés par les mots « L'autorité délivrante en première instance dispense » ;

b) les mots « à la réutilisation » sont remplacés par les mots « en vue du réemploi » ;

3° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Le Ministre de l'Économie et le Ministre de l'Environnement dispensent » sont remplacés par les mots « L'autorité délivrante en première instance dispense » ;

b) les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Direction de l'Économie sociale ».

Art. 7. A l'article 5 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les alinéas 1, 2 et 3 sont remplacés par ce qui suit :

« Conformément à l'article 93 du décret Déchets, le Département du Sol et des Déchets adresse à la Direction de l'Économie sociale une demande d'avis accompagnée d'un exemplaire du dossier en vue de la vérification du respect des principes visés à l'article 1^{er} du décret Économie sociale.

La Direction de l'Économie sociale dispose de trente jours à dater de la réception du dossier pour remettre son avis au Département du Sol et des Déchets.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsque le demandeur est titulaire de l'agrément visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, la Direction de l'Économie sociale ne remet pas d'avis mais est informée de la demande. » ;

b) à l'alinéa 4, les mots « et adresse son rapport, par envoi électronique au Ministre de l'Environnement dans un délai de soixante jours à compter de la notification de la décision ayant trait à la complétude du dossier de demande » sont abrogés ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Le Ministre de l'Économie et le Ministre de l'Environnement statuent » sont remplacés par les mots « L'autorité délivrante en première instance statue » ;

(2) les mots « cette décision » sont remplacés par les mots « l'agrément » ;

(3) le mot « , notamment » est abrogé ;

(4) le 2° est abrogé ;

(5) au 6°, les modifications suivantes sont apportées :

(i) le mot « réutilisées » est remplacé par le mot « réemployées » ;

(ii) les mots « dite 'socle de base' » sont remplacés par le mot « annuelle » ;

b) l'alinéa 2 est abrogé ;

3° le paragraphe 3 est abrogé ;

4° sont insérés les paragraphes 3/1 et 3/2 rédigés comme suit :

« § 3/1. Lorsqu'il s'agit de la demande d'agrément initiale, l'agrément est accordé pour une durée de deux ans.

Lorsqu'il s'agit d'une nouvelle demande d'agrément, l'agrément est accordé pour une durée de cinq ans.

§ 3/2. L'autorité délivrante en première instance ou l'autorité compétente sur recours administratif respecte l'annualité budgétaire, par année civile, des compensations visées au Chapitre III. Pour ce faire, elle décide que la date de la prise d'effet de l'agrément, y compris les éventuelles décisions de modification y relatif, est soit le 1^{er} janvier de l'année en cours, soit le 1^{er} janvier de l'année qui suit.» ;

5° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Un recours administratif est ouvert auprès de l'autorité compétente sur recours administratif à l'encontre des décisions ou l'absence dans le délai imparti de décision de l'autorité délivrante en première instance en matière d'agrément conformément à l'article 99 du décret Déchets.

Dans les quinze jours à dater de la réception de la requête par l'autorité compétente sur recours administratif, l'autorité compétente sur recours administratif envoie au requérant un accusé de réception de sa requête.

Le Département du Sol et des Déchets instruit le recours.

Lorsque le recours administratif porte sur le respect des dispositions de l'article 1^{er} du décret du 20 novembre 2008 relatif à l'économie sociale, le Département du Sol et des Déchets sollicite, dès réception de la copie de la requête du recours, l'avis du ministre de l'Économie sociale, qui peut solliciter l'avis du Conseil wallon de l'Économie sociale. Le ministre de l'Économie sociale dispose d'un délai de vingt jours pour envoyer son avis au Département du Sol et des Déchets. Passé ce délai, la procédure est poursuivie.

Le Département du Sol et des Déchets adresse à l'autorité compétente sur recours administratif un rapport de synthèse, accompagné d'une proposition de décision, dans un délai de soixante jours à dater de l'accusé de réception. ».

Art. 8. Dans le même arrêté, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

« Art. 5/1. Le Département du Sol et des Déchets peut compléter ou modifier les conditions de l'agrément :

1° s'il constate que les conditions de l'agrément ne sont plus appropriées pour développer le réemploi et la préparation en vue du réemploi ;

2° afin d'assurer le respect d'objectifs par flux. ».

Art. 9. L'article 6 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Toute nouvelle demande d'agrément est introduite conformément au délai visé à l'article 98 du décret Déchets. ».

Art. 10. Dans l'article 7 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est abrogé ;

b) à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

(1) le 1° est complété par les mots « en préparant au réemploi ou en mettant sur le marché des biens et matériaux de seconde main tout en respectant les obligations visées à l'article 2, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 7°, a, b, f, g, 9°, et 11° ; » ;

(2) au 2°, les mots « peu qualifiés » sont remplacés par les mots « relevant du public cible » ;

(3) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° contribuer aux objectifs environnementaux de la Région wallonne, entre autres les objectifs de réemploi, en assurant le développement du réemploi et de la préparation au réemploi des déchets, produits ou composants de produits sur le territoire wallon. » ;

(4) les 4° et 5° sont abrogés ;

c) l'alinéa 4 est abrogé ;

2° il est inséré un paragraphe 1/1 rédigé comme suit :

« § 1/1. Tous les dix ans, le Gouvernement wallon réévalue la pertinence du mandat S.I.E.G., de manière générale et pour chaque catégorie d'objet concerné. » ;

3° les paragraphes 2, 3 et 4, sont abrogés.

Art. 11. A l'article 8 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 juillet 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « Conformément à l'article 86 du décret Déchets » sont insérés au début de la phrase liminaire ;

b) les mots « le Ministre de l'Économie et le Ministre de l'Environnement » sont remplacés par les mots « l'autorité délivrante en première instance lorsque » ;

c) le 1° est abrogé ;

d) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° l'entreprise de réemploi ne dispose plus de l'agrément visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, ou lorsque la Direction de l'Économie sociale décide que l'entreprise de réemploi ne remplit plus les conditions visées à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er} ; » ;

e) au 3°, les mots « ne leur » sont remplacés par le mot « n' » ;

2° l'alinéa 2 est abrogé ;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque le Département du Sol et des Déchets suspend ou retire l'agrément, il envoie une copie numérique de la décision à la Direction de l'Économie sociale dans un délai de dix jours à compter de la notification de la décision au titulaire de l'agrément. ».

Art. 12. A l'article 9 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « Le Ministre de l'Économie et le Ministre de l'Environnement octroient » sont remplacés par les mots « L'autorité délivrante en première instance octroie » ;

(2) les mots « à la réutilisation » sont remplacés par les mots « en vue du réemploi » ;

(3) l'alinéa est complété par la phrase suivante : « , dans la limite des crédits disponibles. » ;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La compensation annuelle est composée de :

1° une compensation économie sociale liée aux ressources humaines relevant du public cible et affectées exclusivement aux activités de réemploi ;

2° une compensation Environnement liée au nombre de tonnes réemployées annuellement en Région wallonne par type de déchets et de produits ou composants de produits, pour lequel l'entreprise de réemploi est agréée ;

3° un montant additionnel forfaitaire tel que visé au paragraphe 4. » ;

c) l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Le cas échéant, la compensation annuelle peut être complétée d'un bonus éventuel, à charge du ministre de l'Environnement, lié au nombre de tonnes réemployées annuellement en Région wallonne par l'entreprise en surplus du tonnage prévu par son agrément, ventilées par type de déchets et de produits ou composants de produits » ;

d) l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« La compensation économie sociale est octroyée par la Direction de l'Économie sociale. La compensation Environnement, le montant additionnel forfaitaire et le bonus éventuel sont octroyés par le Département du Sol et des Déchets. » ;

2° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° objets valorisables :

a) les matelas ;

b) le mobilier, tel que : le mobilier de cuisine, le mobilier de jardin, le mobilier de salon, le mobilier de salle à manger, le mobilier de chambre à coucher, le mobilier de bureau, y compris les tapis, ou leurs composants ;

- c) les vélos ou leurs composants ;
- d) les objets de décoration et de vaisselle ou leurs composants ;
- e) les autres objets valorisables tels que les livres, les jouets, les piscines, le matériel de fitness, les transats, les ustensiles de sport, les CD, les DVD, les vinyles, les instruments de musique, le matériel de camping, l'outillage manuel, les tondeuses thermiques, les mobylettes ou leurs composants ; » ;

b) le 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° Equipements Electriques et Electroniques (EEE) :

a) les EEE tels que : les machines à laver le linge ou la vaisselle, les séchoirs, les congélateurs, les réfrigérateurs, les cuisinières, les plaques de cuisson, les fours, les fours à micro-onde, les hottes, les fers à repasser, les robots de cuisine, les aspirateurs, les cireuses, les lampes, les éclairages, les machines à coudre, l'outillage électrique, les cafetières, les ventilateurs, les ordinateurs, les imprimantes, les téléphones, les portables, les fax, les photocopieuses, les écrans, les périphériques informatiques, les chaînes Hi-fi, les magnétoscopes, les appareils photo, les caméras, les projecteurs, les amplificateurs, les radios, les consoles de jeux, les baby-phones, ou leurs composants;

b) les panneaux photovoltaïques ou leurs composants ; » ;

c) les 4° et 5° sont abrogés ;

d) le 6° est complété par les mots « ou leurs composants.» ;

3° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, le mot « réutilisés » est remplacé par le mot « réemployés » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « ne sont pas titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé » sont remplacés par les mots « relève du public cible » ;

c) à l'alinéa 3, le mot « réutilisée » est remplacé par le mot « réemployée » ;

4° il est inséré un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Les entreprises de réemploi qui permettent le réemploi d'une quantité d'objets comprise entre dix et cent tonnes par an bénéficient d'un montant additionnel forfaitaire annuel de 7.500 euros destiné à couvrir les frais supplémentaires qui découlent des obligations administratives et de rapportage imposées dans le cadre de la mise en œuvre du S.I.E.G. et de la mise en œuvre de la démarche de progrès en matière de qualité visée à l'article 2, § 1^{er}, 9°. ».

Art. 13. A l'article 10 du même arrêté, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 20 juillet 2024, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) les mots « par le Département du Sol et des Déchets à l'entreprise de réutilisation » sont abrogés ;

(2) les mots « le fonctionnaire délégué compétent liquide » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets et la Direction de l'Economie sociale, chacun à concurrence de la compensation qui le concerne, liquident » ;

(3) le mot « avance » est remplacé par le mot « tranche » ;

(4) le mot « estimé » est inséré entre les mots « montant annuel » et les mots « de la subvention » ;

b) l'alinéa 2 est abrogé ;

2° sont insérés les paragraphes 1/1 à 1/5 rédigés comme suit :

« § 1/1. Chaque année et au plus tard à la date fixée par la Direction de l'Economie sociale, l'entreprise de réemploi agréée envoie, conformément à l'article 89 du décret Déchets, à la Direction de l'Economie sociale les pièces justificatives et les données statistiques visant à justifier la compensation annuelle octroyée par la Direction de l'Economie sociale et à prouver le respect des critères et des conditions qui ont déterminé le calcul du montant de la compensation, à savoir :

1° le nombre de travailleurs, calculé en équivalents temps plein, affectés à l'activité de l'entreprise de réemploi dans le cadre de son agrément ;

2° la masse salariale annuelle des travailleurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé que l'entreprise de réemploi a affectés aux activités afférentes à son agrément ;

3° la masse salariale effective à charge de l'entreprise de réemploi, pour l'année de référence, liée aux travailleurs qui ne sont pas titulaires d'un certificat de l'enseignement secondaire supérieur ou assimilé et que l'entreprise de réemploi a affectés aux activités afférentes à son agrément.

§ 1/2. Chaque année et au plus tard à la date fixée par le Département du Sol et des Déchets, l'entreprise de réemploi agréée envoie, conformément à l'article 89 du décret Déchets, au Département du Sol et des Déchets les pièces justificatives et les données statistiques visant à justifier la compensation annuelle octroyée par le Département du Sol et des Déchets et à prouver le respect des critères et des conditions qui ont déterminé le calcul du montant de la compensation, à savoir :

1° la zone géographique couverte par la collecte ;

2° le nombre de tonnes collectées ;

3° le nombre de tonnes réemployées annuellement en Région wallonne, par type de déchets et de produits ou composants de produits, pour lequel l'entreprise de réemploi est agréée ;

4° la nature, la quantité et la destination des déchets, produits ou composants de produits non réemployés ;

5° la manière selon laquelle et le lieu où les biens sont remis sur le marché ;

6° une déclaration décrivant les différents coûts et recettes qui ont été supportés annuellement par l'entreprise de réemploi, dans le cadre des activités liées à son agrément ;

7° si ceux-ci ne sont pas publiés à la Centrale des Bilans, les comptes annuels approuvés, liés à l'année de référence pour le versement de la compensation, établis suivant le droit comptable applicable à la personne morale et, le cas échéant, de manière analytique en ce qui concerne l'activité de réemploi et de préparation en vue du réemploi ainsi que, le cas échéant, le rapport du commissaire nommé conformément au Code des sociétés et des associations ;

8° le bilan de mise en œuvre de la démarche de progrès en matière de qualité visée à l'article 2, § 1^{er}, 9°.

Concernant le 3°, pour les matériaux de construction, il n'est pas exigé que la totalité des tonnages concernés soit réemployée en Région wallonne, pourvu que la totalité des tonnages concernés soit collectée en Région wallonne et soit réemployée dans les pays limitrophes. La pertinence de l'extension du réemploi aux pays limitrophes pour les matériaux de construction peut être réévaluée par le Département du Sol et des Déchets tous les cinq ans.

Le Département du Sol et des Déchets peut exiger tout document complémentaire de nature à prouver le respect des critères et des conditions qui ont déterminé le calcul du montant de la compensation.

§ 1/3. Tous les trois ans, sous réserve de la réception des comptes annuels visés à l'article 10, § 1/2, 8°, et de la déclaration visée à l'article 10, § 1/2, 6°, le Département du Sol et des Déchets réalise le contrôle de la surcompensation.

Le contrôle de la surcompensation est réalisé selon la formule figurant à l'annexe n° 4 où si « P » est supérieur à un taux de bénéfice raisonnable, il y a surcompensation.

§ 1/4. Le taux de bénéfice raisonnable se situe dans une fourchette comprise entre un et onze pour cent.

Le ministre qui a de l'économie sociale dans ses attributions et le ministre qui a l'environnement dans ses attributions peuvent fixer le taux de bénéfice raisonnable conformément à la fourchette visée à l'alinéa 1^{er}.

En l'absence de mesures d'exécution prises en vertu de l'alinéa 2, le taux de bénéfice raisonnable est de six pour cent.

§ 1/5. Tous les ans, le Département du Sol et des Déchets informe l'entreprise de l'estimation de son taux de compensation calculé sur la base de la formule figurant à l'annexe n° 4. » ;

3° au paragraphe 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

(1) le mot « la » est inséré entre le mot « de » et le mot « validation » ;

(2) les mots « justificatives et des données statistiques visées aux paragraphes 1/1 et 1/2 et, tous les trois ans, de la réalisation du contrôle de la surcompensation visée au paragraphe 1/3 par le Département du Sol et des Déchets et la Direction de l'Economie sociale » sont insérés entre les mots « des pièces » et les mots « par le Département » ;

(3) les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Direction de l'Economie sociale ».

(4) les mots « le fonctionnaire délégué compétent liquide » sont remplacés par les mots « le Département du Sol et des Déchets et la Direction de l'Economie sociale, chacun à concurrence de la compensation qui le concerne, liquident » ;

(5) le mot « avance » est remplacé par le mot « tranche » ;

b) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 2 et 3 :

« En cas de constat de surcompensation lors du contrôle triennal, le solde restant dû pour l'année précédente est déduit proportionnellement de manière que la compensation « P » ne dépasse pas le taux de bénéfice raisonnable fixé conformément au paragraphe 1/4, selon la formule figurant à l'annexe n° 4. » ;

4° sont insérés les paragraphes 2/1 à 2/3 rédigés comme suit :

« § 2/1. Tous les ans, le montant de la compensation à la tonne peut être réajusté en fonction de l'évolution annuelle de l'indice des prix à la consommation, selon la formule visée à l'annexe n° 1, point 2.

§ 2/2. Tous les trois ans, en plus du calcul effectué au paragraphe 2/1, le montant de la compensation à la tonne réemployée est réajusté en fonction du constat du dépassement d'un indicateur de rentabilité générale des entreprises de réemploi selon la formule visée à l'annexe n° 1, point 3.

§ 2/3. Indépendamment des formules d'ajustement définies dans le présent article, les montants de la compensation à la tonne sont plafonnés en fonction de l'enveloppe budgétaire mise à disposition par la Région wallonne pour financer le mécanisme de compensation à la tonne réemployée. » ;

5° au paragraphe 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

le mot « réutilisé » est remplacé par le mot « réemployé » ;

(2) le mot « réutilisées » est remplacé par le mot « réemployées » ;

b) à l'alinéa 2, les mots « à l'article 9, § 3 » sont remplacés par les mots « aux annexes 1 à 3 ».

Art. 14. A l'article 11 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 avril 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « régulièrement » est remplacé par le mot « annuellement » ;

b) les mots « visées à l'article 2, § 1^{er}, » sont insérés entre les mots « conditions de l'agrément » et les mots « et des critères » ;

c) les mots « visés à l'article 9 » sont insérés entre les mots « de la compensation » et les mots « Le contrôle est » ;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Le contrôleur externe est un expert-comptable c'est-à-dire une personne physique disposant du Diplôme d'Expertise Comptable et inscrit à l'ordre des experts-comptables brevetés de Belgique. » ;

3° à l'alinéa 3, les modifications suivantes sont apportées :

a) le mot « inclut » est remplacé par les mots « peut inclure » ;

b) les mots « afin de s'assurer que le montant du subside ne dépasse pas le coût moyen constaté dans le secteur au cours des dernières années » sont abrogés ;

4° à l'alinéa 4, les mots « l'Administration » sont remplacés par les mots « la Direction de l'Economie sociale ».

Art. 15. A l'article 12 du même arrêté, le mot « récupération » est chaque fois remplacé par le mot « réemploi ».

Art. 16. A l'article 13 du même arrêté, le mot « « récupération » est chaque fois remplacé par le mot « réemploi ».

Art. 17. A l'article 14 du même arrêté, les mots « du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement wallon » sont remplacés par les mots « du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes ».

Art. 18. L'article 17 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 17. Endéans les trois mois de l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation, le titulaire de l'agrément délivré sur la base du présent arrêté, avant sa modification par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation, fournit à l'autorité délivrante en première instance les documents suivants :

1° la preuve de son agrément visé à l'article 2, § 1^{er}, 1°, ou démontre qu'il remplit les conditions visées à l'article 2, § 3, alinéa 1^{er} ;

2° une demande de modification du nombre de tonnes réemployées annuellement en Région wallonne, ventilé par types de déchets ou de produits ou composants de produits prévu à l'article 5, § 2, 6°, du présent arrêté en vue d'adapter ledit objectif prévisionnel pour 2025 et les années suivantes à la nouvelle ventilation du tonnage par types de déchets ou de produits ou composants de produits tels que précisés à l'article 9, § 2, du présent arrêté, tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Dans le cas contraire, son agrément et le droit aux compensations y afférentes prennent fin au 31 décembre 2024. ».

Art. 19. Dans le même arrêté, l'annexe 1^{re}, est remplacée par l'annexe n° 1 jointe au présent arrêté.

Art. 20. Dans le même arrêté, l'annexe 2, est remplacée par l'annexe n° 2 jointe au présent arrêté.

Art. 21. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe n° 4 qui est jointe en annexe n° 3 au présent arrêté.

Art. 22. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2025 :

1° l'article 7, 4°, en tant qu'il insère dans l'article 5 de l'arrêté du 3 avril 2014 un paragraphe 3/2 ;

2° l'article 12, 4° ;

3° l'article 13, 2°, en tant qu'il insère dans l'article 10 de l'arrêté du 3 avril 2014 des paragraphes 1/3 à 1/5 ;

4° l'article 13, 4°.

Art. 23. Le Ministre qui a de l'économie sociale dans ses attributions et le Ministre qui a l'environnement dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale,
de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe n° 1 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de compensations aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

« Annexe 1. MODALITÉS DE CALCUL DE LA COMPENSATION ET Y COMPRIS DU BONUS EVENTUEL

1° Estimation annuelle de la compensation et bonus éventuel

a) Paramètres et variables

C = compensation annuelle ;

B = bonus ;

M = masse salariale annuelle de l'entreprise en euros/an, déduction faite des exonérations, des réductions de cotisations et des aides émanant de tout type de pouvoirs publics ;

Q = quantité totale réemployée par an en tonnes ;

i = indice fonction de la filière de réutilisation;

QA_i = quantité réemployée par an par l'entreprise et par catégorie et déterminée par l'agrément en tonnes ;

QA'_i = quantité réemployée par an par l'entreprise et par catégorie en surplus de l'agrément en tonnes ;

Xi = montant de la compensation à la tonne réemployée par catégorie en euros/tonnes réemployées ;

E = montant du coefficient de compensation de la perte de productivité en euros ;

b) Compensation annuelle C

La compensation annuelle se calcule comme suit :

$$C = (QA_i * Xi) + (M/30.000) * E$$

c) Bonus (B)

Le bonus, qui peut être accordé, sous réserve de disponibilités budgétaires, aux entreprises sur la base des tonnages réemployés en surplus de l'agrément, se calcule comme suit :

$$B = (QA'_i * Xi)$$

Si, pour l'année de référence, la somme des bonus sollicités par les entreprises est supérieure au solde budgétaire disponible, le bonus alloué (B) est réduit à due proportion :

$$B = (QA'_i * Xi) * (\text{solde budgétaire disponible} / \text{budget bonus sollicité})$$

2° Calcul de l'ajustement annuel du montant de la compensation à la tonne réemployée

$$X_{it} = X_{ib} * (1 + \Delta IPC)$$

Où :

a) X_{it} est le montant de la compensation à la tonne réemployée par catégorie ou sous-catégorie pour l'année « t » ;

b) X_{ib} est le montant de la compensation à la tonne de base qui correspond aux montants de la compensation à la tonne réemployée définis dans l'annexe 2 pour une catégorie donnée ;

c) ΔIPC est le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (IPC), tel que calculé par l'Office belge de statistique (Statbel), entre l'année de base (l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté) et l'année où l'ajustement a lieu. ΔIPC est donné par la formule (IPC_t/IPC_b) - 1, où IPC_t est l'IPC du mois de janvier de l'année « t » où l'ajustement a lieu, divisé par l'IPC au mois de janvier de l'année de base (l'année d'entrée en vigueur du présent arrêté), le tout moins 1

3° Calcul de l'ajustement triennal du montant de la compensation à la tonne réemployée

Les montants de la compensation sont ajustés tous les trois ans en fonction de l'indicateur suivant :

$$I = \frac{\frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_t}{(\sum_{i=1}^n R_i)_t} + \frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_{t-1}}{(\sum_{i=1}^n R_i)_{t-1}} + \frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_{t-2}}{(\sum_{i=1}^n R_i)_{t-2}}}{3}$$

Où :

a) I est l'indicateur d'ajustement qui correspond au taux moyen de bénéfice ou perte de toutes les entreprises de réemploi agréées ;

b) R_i est le total des recettes générées par le réemploi, y compris les subsides et des éventuels apports des acteurs externes de l'entreprise i ;

c) C_i est le total des coûts occasionnés par le réemploi ou la préparation en vue du réemploi de l'entreprise i ;

d) n est le nombre d'entreprises de réemploi agréées ;

e) t est la dernière année pour laquelle la Région wallonne dispose des données.

Les modifications du montant dépendent de la valeur de I :

- a) Si I est inférieur au taux de bénéfice raisonnable : aucune modification autre que l'ajustement annuel.
- b) Si I est supérieur au taux de bénéfice raisonnable : diminution des montants de la compensation à la tonne réemployée par catégorie de manière que I soit, au plus, égal au taux de bénéfice raisonnable, en suivant la démarche expliquée ci-après.

Démarche pour la diminution des montants de la compensation à la tonne réemployée :

- a) Calculer un taux moyen de bénéfice ou de perte de toutes les entreprises de réemploi agréées, par catégorie ou sous-catégorie, en utilisant la formule suivante :

$$I_c = \frac{r_c + X_c * T_c - C_c}{\sum_{c=1}^n r_c + \sum_{c=1}^n X_c * T_c}$$

Où :

- (1) I_c est l'indicateur d'ajustement par catégorie ou sous-catégorie qui correspond au taux moyen de bénéfice ou de perte de toutes les entreprises de réemploi agréées pour la catégorie ou sous-catégorie c pour les trois années prises en compte pour le calcul de l'indicateur I ;
- (2) r_c est le total des recettes générées par le réemploi de la catégorie ou sous-catégorie c, hors compensation à la tonne réemployée, par toutes les entreprises de réemploi agréées pour les trois années prises en compte pour le calcul de l'indicateur I ;
- (3) X_c est le montant moyen de la compensation à la tonne réemployée pour la catégorie ou sous-catégorie c sur les trois années prises en compte pour le calcul de l'indicateur I ;
- (4) T_c est le total des tonnes réemployées pour la catégorie ou sous-catégorie c sur les trois années prises en compte pour le calcul de l'indicateur I ;
- (5) C_c est le total des coûts occasionnés par le réemploi de la catégorie ou sous-catégorie c par toutes les entreprises de réemploi agréées pour les trois années prises en compte pour le calcul de l'indicateur I ;
- (6) n est le nombre de catégories ou sous-catégories de biens faisant l'objet d'une compensation dans le cadre du présent arrêté.

- b) Diminuer le montant moyen de la compensation à la tonne réemployée jusqu'à ce que la somme des indicateurs d'ajustement par catégorie ou sous-catégorie soit, au plus, égale au taux de bénéfice raisonnable, à savoir :

$$\sum_{c=1}^n I_c \leq I_r$$

Où I_r est le taux de bénéfice raisonnable.

Les montants de la compensation à la tonne réemployée sont diminués en commençant par celui de la catégorie ou sous-catégorie qui présentent l'indicateur d'ajustement par catégorie ou sous-catégorie le plus élevé. La diminution des montants à la tonne réemployée est répétée jusqu'à ce que la somme des indicateurs d'ajustement par catégorie ou sous-catégorie soit, au plus, égale au taux de bénéfice raisonnable.

Les diminutions sont effectuées en appliquant les formules suivantes :

- a) Calcul de l'indicateur d'ajustement de la catégorie ou sous-catégorie qui doit être ajustée pour respecter la condition de ne pas dépasser le taux de bénéfice raisonnable. Cela se fait en soustrayant de

ce taux la somme des indicateurs d'ajustement par catégorie ou sous-catégorie, à l'exception de celui de la catégorie ou sous-catégorie ciblée par l'ajustement.

Concrètement : $I_o = I_r - \sum_{c=1}^{n-1} I_c$

Où :

(1) I_o est l'indicateur d'ajustement de la catégorie ou sous-catégorie qui est ajustée qui permet le respect de la condition de non-dépassement du taux de bénéfice raisonnable ;

(2) $(n - 1)$ est le nombre de catégories ou sous-catégories de biens faisant l'objet d'une compensation dans le cadre du présent arrêté, moins un car elle n'inclut pas la catégorie ou sous-catégorie qui est ciblée par l'ajustement.

Par exemple, en supposant qu'il y a trois catégories et que la catégorie 3 est celle ciblée par l'ajustement, alors $I_o = I_r - (I_1 + I_2)$

b) Calcul du montant de la compensation à la tonne réemployée de la catégorie ou sous-catégorie qui est ajustée afin de respecter la condition de non-dépassement du taux de bénéfice raisonnable. Cela se fait en appliquant la formule suivante :

$$X_o = \frac{r_c - I_o * (\sum_{c=1}^n r_c + \sum_{c=1}^{n-1} X_c * T_c) - C_c}{T_c * (I_o - 1)}$$

La somme des recettes provenant de la compensation à la tonne, exprimée par l'expression $\sum_{c=1}^{n-1} X_c * T_c$, exclut les recettes de la compensation à la tonne de la catégorie ou sous-catégorie ciblée par l'ajustement.

En appliquant cette formule, il y a deux possibilités :

a) X_o est positif, et donc l'ajustement des montants peut s'arrêter ;

b) X_o est négatif, il faut alors mettre à zéro le montant de la compensation à la tonne réemployée de la catégorie ou sous-catégorie ciblée et recommencer cette démarche avec la seconde catégorie ou sous-catégorie présentant l'indicateur d'ajustement par catégorie ou sous-catégorie le plus élevé. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe n° 2 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

« Annexe 2. MONTANT DE LA COMPENSATION À LA TONNE RÉEMPLOYÉE PAR CATÉGORIE DE BIENS RÉEMPLOYÉS

La valeur de la compensation à la tonne réemployée par catégorie de biens réemployés est la suivante :

Catégorie	Montants de base Xi en euros/tonne
EEE	420
Matelas	180
Meubles	180
Vélos	180
Object de décoration et vaisselle	180
Autres objets valorisables	180
Textiles	400
Déconstruction	95

Les catégories de biens réemployés et les montants de la compensation à la tonne réemployée y afférents sont déterminés pour une période minimale de cinq ans débutant à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

Annexe n° 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation

« Annexe 4. CALCUL DE LA SURCOMPENSATION

La surcompensation est calculée au niveau de l'entreprise, selon la formule suivante :

$$P = \frac{\frac{R_t - C_t}{R_t} + \frac{R_{t-1} - C_{t-1}}{R_{t-1}} + \frac{R_{t-2} - C_{t-2}}{R_{t-2}}}{3}$$

Où :

1° P est la compensation ;

2° R est le total des recettes de l'entreprise générées par le réemploi y compris les subsides et des éventuels apports des acteurs externes ;

3° C est le total des coûts occasionnés par le réemploi ou la préparation en vue du réemploi de l'entreprise ;

4° t est la dernière année pour laquelle la Région dispose des données.

Il y a surcompensation si P est supérieur au taux de bénéfice raisonnable. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 avril 2014 relatif à l'agrément et à l'octroi de subventions aux associations sans but lucratif et aux sociétés agréées en tant qu'entreprise sociale actives dans le secteur de la réutilisation et de la préparation en vue de la réutilisation.

Namur, le 21 mars 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,

Ch. MORREALE

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2024/006683]

21. MÄRZ 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in seiner abgeänderten Fassung, Artikel 20;

Aufgrund des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit, Artikel 5 § 1 Ziffer 60 und 61, Artikel 22 § 1 Ziffer 3 Buchstabe a) und Ziffer 10, Artikel 30 Ziffer 5 und 13, Artikel 69 Absatz 2, Artikel 91 §§ 2 und 4, Artikel 93 § 2 und Artikel 103;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind

Aufgrund der am 14. Juli 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des Berichts vom 14. November 2023, der gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellt wurde;

Aufgrund der am 25. September 2023 abgegebenen Stellungnahme ENV.23.107.AV des Pools "Umwelt";

Aufgrund des am 24. Oktober 2023 abgegebenen Gutachtens 44 des Wallonischen Rat der Sozialwirtschaft;

Aufgrund des am 17. Januar 2024 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens Nr. 74 74.903/4 des Staatsrats;

In Erwägung des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft;

In Erwägung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;

In Erwägung des Wallonischen Abfall-Ressourcenplans;

In Erwägung der Strategie "Circular Wallonia";

In Erwägung der Notwendigkeit, einen Kontrollmechanismus einzurichten, um eine Überkompensierung der im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätigen Empfänger der Ausgleichszahlungen zu verhindern;

In der Erwägung, dass der Begriff "sozialwirtschaftliches Unternehmen" als der Begriff "Sozialunternehmen" im Sinne von Artikel 8:5 § 1 des Gesetzbuchs der Gesellschaften und Vereinigungen zu verstehen ist;

Erwägung, dass die Ersetzung der Begriffe "réutilisation" und "préparation à la réutilisation" in der französischen Fassung durch die Begriffe "réemploi" und "préparation en vue du réemploi" erfolgt, um den vorliegenden Erlass an die europäische Terminologie anzupassen, dass diese Änderungen aber nicht dazu führen, dass die Zulassungsinhaber ihre Satzung, insbesondere ihren Gesellschaftszweck, formell ändern müssen;

In der Erwägung, dass die Begriffsbestimmungen des Dekrets vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit anwendbar sind;

Auf Vorschlag der Ministerin für den öffentlichen Dienst und der Ministerin für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der Titel des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung von und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, wird wie folgt abgeändert:

1° zwischen die Wortfolge "über die Zulassung von" und die Wortfolge "und die Gewährung von" wird die Wortfolge ", die Bedingungen für die Ausübung" eingefügt;

2° das Wort "Zuschüssen" wird durch das Wort "Ausgleiche" ersetzt;

3° die Wortfolge "als Sozialunternehmen" wird durch die Wortfolge "als sozialwirtschaftliche Unternehmen" ersetzt;

4° in der französischen Fassung wird die Wortfolge "de la réutilisation" jedes Mal durch die Wortfolge "du réemploi" ersetzt.

Art. 2 - Derselbe Erlass, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, wird wie folgt abgeändert:

1° in der französischen Fassung wird jedes Mal die Wortfolge "de la réutilisation" durch die Wortfolge "du réemploi" ersetzt;

2° in der französischen Fassung wird jedes Mal das Wort "réutilisation" durch die Wortfolge "réemploi" ersetzt;

3° die Wortfolge "der Wirtschaftsminister" wird jedes Mal durch die Wortfolge "der Minister für Sozialwirtschaft" ersetzt;

4° das Wort "Zuschuss" wird jedes Mal durch das Wort "Ausgleich" ersetzt, außer bei den Verweisen auf die folgenden Erlasse:

a) der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. Juni 2009 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und Gesellschaften mit sozialer Zielsetzung, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind;

b) der Erlass der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind.

5° in der französischen Fassung wird jedes Mal das Wort "Ministre" durch das Wortfolge "ministre" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 1 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

a) in Ziffer 1 wird die Wortfolge "das Dekret vom 27. Juni 1996 über Abfälle" durch die Wortfolge "das Dekret vom 9. März 2023 über Abfälle, Stoffkreislaufwirtschaft und öffentliche Sauberkeit" ersetzt;"

b) in Ziffer 5 wird die Wortfolge "die Abteilung Boden und Abfälle der Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "der Generaldirektor der Abteilung Boden und Abfälle des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt oder sein Beauftragter" ersetzt;

c) Ziffer 6 wird durch Folgendes ersetzt:

"6° die Direktion der Sozialwirtschaft: die Direktion der Sozialwirtschaft der Abteilung wirtschaftliche Entwicklung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;"

d) die Ziffern 6/1 bis 6/3 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"6°/1 die in erster Instanz ausstellende Behörde: die Abteilung Boden und Abfälle und die Direktion der Sozialwirtschaft;

6°/2 die für administrative Beschwerden zuständige Behörde: der Minister für Umwelt;

6°/3 die Wiederverwendung: die Wiederverwendung im Sinne von Artikel 5 Ziffer 16 des Abfalldekrets;"

e) Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

"7° die Vorbereitung zur Wiederverwendung: die Vorbereitung zur Wiederverwendung im Sinne von Artikel 5 Ziffer 19 des Abfalldekrets;"

f) Ziffer 8 wird durch Folgendes ersetzt:

"8° der Wiederverwendungsbetrieb: das sozialwirtschaftliche Unternehmen im Sinne von Artikel 5 Ziffer 45 des Abfalldekrets, das im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig und gemäß dem vorliegenden Erlass zugelassen ist;"

g) unter Ziffer 9 wird in der französischen Fassung das Wort "réutilisés" durch das Wort "réemployés" ersetzt

h) Ziffer 11 wird aufgehoben;

i) Ziffer 13 wird aufgehoben;

j) unter Ziffer 15 wird in der französischen Fassung die Wortfolge "à la réutilisation" durch die Wortfolge "en vue du réemploi" ersetzt;

k) Ziffer 16 wird aufgehoben;

b) unter Ziffer 17 wird die Wortfolge "der operativen Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des Öffentlichen Dienstes der Wallonie" durch die Wortfolge "des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung" ersetzt;

m) der Artikel wird um die Ziffern 18 bis 20 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"18° externe Akteure: jede Person, die einem System der erweiterten Herstellerverantwortung für Produkte unterliegt, das eine Verpflichtung zur Finanzierung der Abfallbewirtschaftung und bestimmter Maßnahmen zur Abfallvermeidung sowie eine Verpflichtung zur Rücknahme von Abfällen beinhaltet, und die eine oder mehrere Wiederverwendungsaktivitäten oder die Vorbereitung zur Wiederverwendung finanziert, die unter einem DAWI-Mandat ausgeübt werden;

19° Überkompensierung: die Situation, in der im Dreijahresdurchschnitt alle Einnahmen aus der Umsetzung von DAWI, einschließlich der Zuschüsse und finanziellen Unterstützung von externen Akteuren, abzüglich ihrer durch die Umsetzung der DAWI verursachten Kosten, über der angemessenen Gewinnspanne gemäß Artikel 10 § 1/4 lagen;

20° Zielgruppe: Arbeitnehmer, die zum Zeitpunkt ihrer Einstellung nicht über einen Abschluss der Oberstufe des Sekundarunterrichts verfügen und als arbeitssuchend gemeldet sind, sowie bezuschusste Arbeitnehmer, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens der Änderungen bereits im Unternehmen beschäftigt sind. "

Art. 4 - Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2023, wird wie folgt abgeändert:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) Die Wörter "Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt" werden durch die Wörter "Die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die für administrative Beschwerde zuständige Behörde" ersetzt;

b) Ziffer 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"1° als sozialwirtschaftliche Initiative zugelassen sein gemäß dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Mai 2017 zur Ausführung des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe;"

c) in Ziffer 2 der französischen Fassung wird die Wortfolge "avoir pour objet social la réutilisation et la préparation à la réutilisation" durch die Wortfolge "avoir pour objet social le réemploi et la préparation en vue du réemploi" ersetzt;

d) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° jede natürliche Person, jede juristische Person oder jede Person, die gesetzlich befugt ist, die juristische Person, die die Zulassung beantragt, zu vertreten, zum Zeitpunkt der Antragstellung nicht noch einem Verbot, einer Aberkennung, einer Aussetzung oder einem Entzug unterliegt, das sich ganz oder teilweise auf die Art der Abfalltätigkeit bezieht, die Gegenstand des Zulassungsantrags ist, und das auf der Grundlage einer der folgenden Entscheidungen festgelegt wurde:

- eine rechtskräftige gerichtliche Entscheidung;

- ein administrativer Beschluss über die Aussetzung oder den Entzug gemäß Artikel D.198 § 2 des Buches I des Umweltgesetzbuches;

- vor weniger als 6 Monaten ein administrativer Beschluss über den Entzug gemäß Artikel 86 § 1 des Abfalldekrets;
- ein administrativer Beschluss über die Aussetzung gemäß Artikel 86 § 1 des Abfalldekrets; ”;
- e) Ziffer 5 wird aufgehoben;
- f) in Ziffer 7 wird Buchstabe h aufgehoben;
- g) Ziffer 11 wird wie folgt abgeändert:
in der französischen Fassung wird die Wortfolge “à la réutilisation” durch die Wortfolge “au réemploi” ersetzt;
- die Wortfolge “der Verwaltung” wird durch die Wortfolge “der Direktion der Sozialwirtschaft” ersetzt;
- h) in Ziffer 12 wird die Wortfolge “mit finanziellen Schwierigkeiten” durch die Wortfolge “im Alarmverfahren” ersetzt;
- 3° die Ziffern 14, 15 und 16 werden aufgehoben;
- 2° § 3 wird wie folgt abgeändert:
a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:
(1) die Wortfolge “Region Brüssel-Hauptstadt oder in der Flämischen Region” wird durch die Wortfolge “Region Brüssel-Hauptstadt, in der deutschsprachigen Gemeinschaft oder in der Flämischen Region” ersetzt;
- (2) der Absatz wird durch die Wortfolge “und dass er die Grundsätze der Sozialwirtschaft gemäß Artikel 1 des Dekrets Sozialwirtschaft beachtet und die Bedingungen gemäß Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe erfüllt” ergänzt. ”;
- b) der Absatz 2 wird durch die Wortfolge “und dass er die Grundsätze der Sozialwirtschaft gemäß Artikel 1 des Dekrets Sozialwirtschaft beachtet und die Bedingungen gemäß Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe erfüllt” ergänzt. ”;
- c) der Absatz 3 wird durch die Wortfolge “und dass er die Grundsätze der Sozialwirtschaft gemäß Artikel 1 des Dekrets Sozialwirtschaft beachtet und die Bedingungen gemäß Artikel 3 § 1 des Dekrets vom 20. Oktober 2016 über die Zulassung der sozialwirtschaftlichen Initiativen und über die Zulassung und Bezuschussung der Eingliederungsbetriebe erfüllt” ergänzt. ”.

Art. 5 - In Artikel 3 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017 werden folgende Änderungen vorgenommen:

- 1° Absatz 1 wird durch das Folgende ersetzt:
“Der Antrag auf Zulassung wird gemäß den Artikeln 89, 90, 91 und 92 des Abfalldekrets bei in erster Instanz ausstellenden Behörde gestellt. ”;
- 2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:
Der Antrag enthält folgende Informationen:
1° einen Unternehmensplan, einschließlich folgender Elemente:
a) eine Beschreibung der Art und der Mengen der behandelten Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, des bedienten geographischen Gebiets, der Organisation der Sammlung und der Vorbereitung zwecks der Wiederverwendung, der Modalitäten für die Messung der gesammelten und zwecks der Wiederverwendung vorbereiteten Materialströme und ggf. der bereits gesammelten und wiederverwendeten Mengen (in Tonnen);
b) die voraussichtliche Anzahl Tonnen pro Jahr von Abfällen und wiederverwendeten Erzeugnissen oder Komponenten von Erzeugnissen in der Wallonischen Region und für die in a) genannten Aktivitäten, für die der Betrieb die Zulassung beantragt, sowie die Verteilung der Menge (in Tonnen) je nach Art der Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen gemäß Artikel 9, § 2;
- c) die Modalitäten für die Lagerung und die geplanten Reparaturen;
- d) die Methodologie zur Weiterverfolgung der physikalischen und finanziellen Ströme, und eine detaillierte Beschreibung der Modalitäten zur Berichterstattung der Aktivität;
- e) die Anzahl der beschäftigten Personen, und die Umrechnung dieser Zahl in Vollzeitäquivalenten, die entsprechende globale Lohnsumme sowie die spezifische Lohnsumme für die Arbeitnehmer des Zielpublikums, unter Ausschluss der Führungs- und administrativen Stellen;
- f) ggf. die Öffnungszeiten der Verkaufsräume;
- g) den Finanzplan mit den voraussichtlichen Ausgaben und Einnahmen für die Tätigkeit im Bereich der Wiederverwendung über einen Zeitraum von fünf Jahren;
- 2° die Referenzen der Genehmigungen, Zulassungen, Registrierungen und Zertifizierungen, über die der Wiederverwendungsbetrieb in Sachen Umwelt und Abfälle verfügt, sowie alle anderen Dokumente, die die Einhaltung der in Artikel 2 genannten Bedingungen belegen;
- 3° die ausführliche Liste aller anderen Zulassungen, Genehmigungen, Registrierungen und Zertifikate in Zusammenhang mit den Aktivitäten, für die die Zulassung verlangt wird.
- 4° eine Abschrift der in Artikel 2 § 1 Ziffer 1 erwähnten Zulassung; ”;
- 3° in der französischen Fassung von Absatz 3 wird die Wortfolge “à la réutilisation” durch die Wortfolge “en vue du réemploi” ersetzt;
- 4° Absatz 4 wird aufgehoben.

Art. 6 - In Artikel 4 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

- 1° Absatz 1 wird aufgehoben;
- 2° in Absatz 2 werden folgende Abänderungen vorgenommen:
a) die Wortfolge “Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt befreien” werden durch die Wörter “Die in erster Instanz ausstellende Behörde befreit” ersetzt;

b) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "à la réutilisation" durch die Wortfolge "en vue du réemploi" ersetzt;

3° In Absatz 3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt befreien" werden durch die Wörter "Die in erster Instanz ausstellende Behörde befreit" ersetzt;

b) die Wortfolge "die Verwaltung" wird durch die Wortfolge "die Direktion der Sozialwirtschaft" ersetzt.

Art. 7 - In Artikel 5 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

b) die Absätze 1, 2 und 3 werden durch Folgendes ersetzt:

"Gemäß Artikel 93 des Abfalldekrets richtet die Abteilung Boden und Abfälle an die Direktion der Sozialwirtschaft einen Antrag auf Stellungnahme zusammen mit einem Exemplar der Akte zwecks Überprüfung der Einhaltung der in Artikel 1^{er} des Dekrets über die Sozialwirtschaft genannten Grundsätze.

Die Direktion der Sozialwirtschaft verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Akte, um der Abteilung Boden und Abfälle ihre Stellungnahme abzugeben.

Abweichend von Absatz 1, wenn der Antragsteller Inhaber der in Artikel 2, § 1 Ziffer 1 genannten Zulassung ist, gibt die Direktion der Sozialwirtschaft keine Stellungnahme ab, sondern wird über den Antrag informiert. "

b) in Absatz 4 wird die Wortfolge "und stellt dem Minister für Umwelt seinen Bericht in zwei Exemplaren binnen sechzig Tagen ab der Zustellung des Beschlusses über die Vollständigkeit der Antragsakte elektronisch zu" aufgehoben;

2° § 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt fassen ihren Beschluss" werden durch die Wörter "Die in erster Instanz ausstellende Behörde fasst ihren Beschluss" ersetzt;

(2) die Wortfolge "In diesem Beschluss" wird durch die Wortfolge "In der Zulassung" ersetzt;

(3) das Wort "insbesondere" wird aufgehoben;

(4) Ziffer 2 wird aufgehoben;

(5) in Ziffer 6 werden folgende Änderungen vorgenommen:

(i) in der französischen Fassung das Wort "réutilisés" durch das Wort "réemployés" ersetzt;

(ii) die Wortfolge "genannte Basiszuschuss" wird durch die Wortfolge "jährliche Zuschuss" ersetzt;

b) Absatz 2 wird aufgehoben;

3° Paragraf 3 wird aufgehoben;

4° die Paragraphen 3/1 und 3/2 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"§ 3/1. Wenn es sich um den Antrag auf eine Erstzulassung handelt, wird die Zulassung für eine Dauer von zwei Jahren erteilt.

Wenn es sich um einen neuen Antrag auf eine Zulassung handelt, wird die Zulassung für eine Dauer von fünf Jahren erteilt.

§ 3/2. Die in erster Instanz ausstellende Behörde oder die für administrative Beschwerden zuständige Behörde hält sich bei den in Kapitel III genannten Ausgleichszahlungen an das Prinzip der Jährlichkeit des Haushalts pro Kalenderjahr. Dazu beschließt sie, dass das Datum des Wirksamwerdens der Zulassung, einschließlich etwaiger diesbezüglicher Änderungsbeschlüsse, entweder der 1. Januar des laufenden Jahres oder der 1. Januar des folgenden Jahres ist. "

5° Paragraf 4 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 4. Gegen Entscheidungen oder das Ausbleiben einer Entscheidung der in erster Instanz ausstellenden Behörde in Bezug auf die Zulassung gemäß Artikel 99 des Abfalldekrets innerhalb der gesetzten Frist ist eine administrative Beschwerde bei der für administrative Beschwerden zuständigen Behörde möglich.

Innerhalb von 15 Tagen nach Eingang des Antrags bei der für administrative Beschwerden zuständigen Behörde schickt die für administrative Beschwerden zuständige Behörde dem Antragsteller eine Bestätigung über den Eingang seines Antrags.

Die Abteilung Boden und Abfälle untersucht die Beschwerde.

Wenn die administrative Beschwerde die Bestimmungen von Artikel 1 des Dekrets vom 20. November 2008 über die Sozialwirtschaft betrifft, beantragt die Abteilung Boden und Abfälle ab dem Eingang der Abschrift der Beschwerdeschrift die Stellungnahme des Ministers, zu dessen Zuständigkeit die Sozialwirtschaft gehört, der seinerseits eine Stellungnahme des Wallonischen Rates der Sozialwirtschaft verlangen kann. Der Minister für Sozialwirtschaft verfügt über eine Frist von zwanzig Tagen, um der Abteilung Boden und Abfälle seine Stellungnahme abzugeben. Nach Ablauf dieser Frist wird das Verfahren weitergeführt.

Die Abteilung Boden und Abfälle übermittelt der für administrative Beschwerden zuständige Behörde innerhalb von 60 Tagen nach der Empfangsbestätigung einen zusammenfassenden Bericht mit einem Vorschlag für eine Entscheidung. "

Art. 8 - In denselben Erlass wird ein Artikel 5/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 5/1 - Die Abteilung Boden und Abfälle kann die Bedingungen der Zulassung ergänzen oder abändern:

1° wenn sie feststellt, dass die Zulassungsbedingungen nicht mehr geeignet sind, um die Wiederverwendung und die Vorbereitung zur Wiederverwendung zu entwickeln;

2° um die Einhaltung von Zielsetzungen je Materialstrom zu gewährleisten. "

Art. 9 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

"Jeder neue Antrag auf Zulassung wird gemäß der in Artikel 98 des Abfalldekrets genannten Frist gestellt. "

Art. 10 - In Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) Absatz 2 wird aufgehoben;

b) Absatz 3 wird wie folgt abgeändert:

(1) Ziffer 1 wird durch die Wortfolge "durch Vorbereitung zur Wiederverwendung oder durch Inverkehrbringen von Waren und Materialien aus zweiter Hand unter Einhaltung der Verpflichtungen nach Artikel 2 § 1 Absatz 1 Ziffer 7 Buchstaben a, b, f, g, Ziffer 9 und Ziffer 11;" ergänzt;

(2) In Ziffer 2 wird die Wortfolge "wenig qualifizierten Arbeitnehmern" durch die Wortfolge "Arbeitnehmern der Zielgruppe" ersetzt;

a) Ziffer 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"3° zu den Umweltzielen der Wallonischen Region, unter anderem den Zielen der Wiederverwendung, beitragen, indem die Entwicklung der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung von Abfällen, Produkten oder Produktbestandteilen auf dem Gebiet der Wallonischen Region sichergestellt wird. ";

b) die Ziffern 4 und 5 werden aufgehoben;

c) Absatz 4 wird aufgehoben;

2° es wird ein Paragraf 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 1/1. Alle zehn Jahre bewertet die Wallonische Regierung die Relevanz des DAWI-Mandats neu, sowohl allgemein als auch für jede Kategorie des betroffenen Objekts. ";

3° Die Paragraphen 2, 3 und 4 werden aufgehoben.

Art. 11 - In Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 13. Juli 2017, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° In Absatz 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge "Die Zulassung kann" wird durch die Wortfolge "Gemäß Artikel 86 des Abfalldekrets kann die Zulassung" ersetzt;

b) die Wortfolge "vom Minister für Wirtschaft und vom Minister für Umwelt ausgesetzt oder entzogen werden:" wird durch die Wortfolge "von der in erster Instanz ausstellenden Behörde ausgesetzt oder entzogen werden, wenn" ersetzt;

c) Ziffer 1 wird aufgehoben;

d) Ziffer 2 wird durch das Folgende ersetzt:

"2° der Wiederverwendungsbetrieb nicht mehr über die in Artikel 2 § 1 Ziffer 1 erwähnte Zulassung verfügt oder wenn die Direktion der Sozialwirtschaft entscheidet, dass der Wiederverwendungsbetrieb nicht mehr die in Artikel 2 § 3, Absatz 1 erwähnten Bedingungen erfüllt;"

e) unter Ziffer 3 wird das Wort "ihm" gestrichen;

2° Absatz 2 wird aufgehoben;

3° Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Wenn die Abteilung Boden und Abfälle die Zulassung aussetzt oder entzieht, sendet sie innerhalb von zehn Tagen nach Zustellung der Entscheidung an den Zulassungsinhaber eine digitale Kopie der Entscheidung an die Direktion für Sozialwirtschaft. "

Art. 12 - In Artikel 9 desselben Erlasses werden die folgenden Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge "Der Minister für Wirtschaft und der Minister für Umwelt gewähren" werden durch die Wörter "gewährt die in erster Instanz ausstellende Behörde" ersetzt;

(2) in der französischen Fassung wird die Wortfolge "à la réutilisation" durch die Wortfolge "en vue du réemploi" ersetzt;

(3) vor die Wortfolge "gewährt die in erster Instanz ausstellende Behörde" wird die Wortfolge "Im Rahmen der verfügbaren Haushaltsmittel" eingefügt. ";

b) Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

"Die jährliche Ausgleichszahlung setzt sich zusammen aus:

1° einem sozialwirtschaftlicher Ausgleich, der mit den personellen Ressourcen verbunden ist, die zur Zielgruppe gehören und ausschließlich für Wiederverwendungsaktivitäten eingesetzt werden;

2° einem Umweltausgleich, der an die Anzahl der jährlich in der Wallonischen Region wiederverwendeten Tonnen gebunden ist, je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, für die der Wiederverwendungsbetrieb zugelassen ist;

3° einem pauschalen Zusatzbetrag gemäß § 4. ";

c) Absatz 3 wird durch Folgendes ersetzt:

"Gegebenenfalls kann diese jährliche Ausgleichszahlung durch einen eventuell zu Lasten des Ministers für Umwelt gehenden Bonus ergänzt werden, der an die Anzahl der durch den Betrieb in der Wallonischen Region jährlich wiederverwendeten Tonnen, je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, zusätzlich zu der in der Zulassung vorgesehenen Tonnenmenge gebunden ist";

d) Absatz 4 wird durch das Folgende ersetzt:

"Der sozialwirtschaftliche Ausgleich wird von der Direktion der Sozialwirtschaft gewährt. Der Umweltausgleich, der pauschale Zusatzbetrag und der eventuelle gewährte Bonus werden von der Abteilung Boden und Abfälle gewährt. ";

2° § 2 wird wie folgt abgeändert:

a) Ziffer 2 wird durch das Folgende ersetzt:

“2° verwertbare Gegenstände:

a) Matratzen;

b) Möbel, wie: Küchenmöbel, Gartenmöbel, Wohnzimmermöbel, Esszimmermöbel, Schlafzimmermöbel, Büromöbel, einschließlich Teppiche, oder ihre Bestandteile;

c) Fahrräder oder deren Bestandteile;

d) Dekorations- und Geschirrgegenstände oder deren Bestandteile;

e) andere verwertbare Gegenstände wie Bücher, Spielzeug, Schwimmbekken, Fitnessgeräte, Liegestühle, Sportgeräte, CDs, DVDs, Schallplatten, Musikinstrumente, Campingausrüstung, Handwerkszeug, Rasenmäher mit Verbrennungsmotor, Mopeds oder deren Bestandteile;“;

b) Ziffer 3 wird durch das Folgende ersetzt:

“3° Elektrische und elektronische Geräte (EEG):

a) EEG's wie: Wasch- oder Geschirrspülmaschinen, Trockner, Gefrierschränke, Kühlschränke, Herde, Kochplatten, Backöfen, Mikrowellenherde, Dunstabzugshauben, Bügeleisen, Küchenmaschinen, Staubsauger, Bohnermaschinen, Lampen, Beleuchtungen, Nähmaschinen, Elektrowerkzeuge, Kaffeemaschinen, Ventilatoren, Computer, Drucker, Telefone, Handys, Faxgeräte, Kopierer, Bildschirme, Computerperipheriegeräte, Hi-Fi-Anlagen, Videorecorder, Fotoapparate, Kameras, Projektoren, Verstärker, Radios, Spielkonsolen, Babyphones oder deren Bestandteile;

b) Photovoltaikpaneele oder ihre Bestandteile;“;

2° die Ziffern 4 und 5 werden aufgehoben;

d) Ziffer 6 wird durch die Wortfolge “oder deren Bestandteile” ergänzt ;

3° § 3 wird wie folgt abgeändert:

a) in der französischen Fassung von Absatz 1 wird das Wort “réutilisés” durch das Wort “réemployés” ersetzt;

b) In Absatz 2 wird die Wortfolge “die kein Diplom der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder gleichgestelltes Diplom besitzen” durch die Wortfolge “die zur Zielgruppe gehören” ersetzt;

c) in der französischen Fassung von Absatz 3 wird das Wort “réutilisée” durch das Wort “réemployée” ersetzt;

4° Es wird ein § 4 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“§ 4. Wiederverwendungsbetriebe, die die Wiederverwendung einer Menge von Gegenständen zwischen zehn und hundert Tonnen pro Jahr ermöglichen, erhalten einen zusätzlichen jährlichen Pauschalbetrag von 7.500 Euro zur Deckung der zusätzlichen Kosten, die sich aus den Verwaltungs- und Berichterstattungspflichten ergeben, die im Rahmen der Umsetzung des DAWI und der Umsetzung des in Artikel 2 § 1 Ziffer 9 genannten Qualitätsverbesserungskonzepts auferlegt werden. ”.

Art. 13 - In Artikel 10 desselben Erlasses, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2024, werden folgende Abänderungen vorgenommen:

1° § 1 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) die Wortfolge “durch die Abteilung Boden und Abfälle des Beschlusses zur Erteilung der Zulassung an den Wiederverwendungsbetrieb” wird durch die Wortfolge “des Beschlusses zur Erteilung der Zulassung” ersetzt;

(2) Die Wortfolge “zahlt der zuständige beauftragte Beamte dem zugelassenen Wiederverwendungsbetrieb einen ersten Vorschuss aus” wird durch die Wortfolge “zahlen die Abteilung Boden und Abfälle und die Direktion der Sozialwirtschaft, jeder in Höhe der ihn betreffenden Ausgleichszahlung, einen ersten Vorschuss aus” ersetzt;

b) das Wort “Vorschuss” wird durch das Wort “Teilbetrag” ersetzt;

(4) vor das Wort “Jahresbetrags” wird das Wort “geschätzten” eingefügt;

b) Absatz 2 wird aufgehoben;

2° die Paragraphen 1/1 bis 1/5 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

“§ 1/1. Jedes Jahr und spätestens an dem von der Direktion der Sozialwirtschaft festgelegten Datum sendet der zugelassene Wiederverwendungsbetrieb gemäß Artikel 89 des Abfalldekrets die Belege und statistischen Daten an die Direktion der Sozialwirtschaft, um die von der Direktion der Sozialwirtschaft gewährte jährliche Ausgleichszahlung zu rechtfertigen und die Einhaltung der Kriterien und Bedingungen zu belegen, die für die Berechnung des Ausgleichsbetrags maßgeblich waren, d. h.:

1° die in Vollezeiteinheiten gerechnete Anzahl der Arbeitnehmer, die der Aktivität des Wiederverwendungsbetriebs im Rahmen seiner Zulassung zugewiesen sind;

2° die jährliche Lohnsumme der Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, die der Wiederverwendungsbetrieb den Aktivitäten, die sich auf seine Zulassung beziehen, zugewiesen hat;

3° die effektive Lohnsumme zu Lasten des Wiederverwendungsbetriebs für das Bezugsjahr und für die Arbeitnehmer, die nicht über das Zertifikat der Oberstufe des Sekundarunterrichts oder ein gleichwertiges Diplom verfügen, die der Wiederverwendungsbetrieb den Aktivitäten, die sich auf seine Zulassung beziehen, zugewiesen hat;

§ 1/2. Jedes Jahr und spätestens zu dem von der Abteilung Boden und Abfälle festgelegten Zeitpunkt sendet der zugelassene Wiederverwendungsbetrieb gemäß Artikel 89 des Abfalldekrets die Belege und statistischen Daten an die Abteilung Boden und Abfälle, um die von der Abteilung Boden und Abfälle gewährte jährliche Ausgleichszahlung zu rechtfertigen und die Einhaltung der Kriterien und Bedingungen nachzuweisen, die für die Berechnung des Ausgleichsbetrags maßgeblich waren, d. h. :

1° der von der Sammlung gedeckte geografische Bereich;

2° die Anzahl der gesammelten Tonnen;

3° die Anzahl der jährlich in der Wallonischen Region wiederverwendeten Tonnen, je nach Art der Abfälle und Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen, für die der Wiederverwendungsbetrieb zugelassen ist;

4° die Art, die Menge und die Bestimmung der nicht wiederverwendeten Abfälle, Erzeugnisse oder Bestandteile von Erzeugnissen;

5° die Art und Weise, wie und der Ort, wo die Güter wieder auf den Markt gebracht werden;

6° eine Erklärung, in der die verschiedenen Kosten und Einnahmen beschrieben werden, die der Wiederverwendungsbetrieb im Rahmen der mit seiner Zulassung verbundenen Aktivitäten jährlich getragen hat;

7° falls diese nicht bei der Bilanzzentrale veröffentlicht werden, der genehmigte Jahresabschluss für das Bezugsjahr der Ausgleichszahlung, der nach dem für die juristische Person geltenden Buchhaltungsrecht und gegebenenfalls analytisch in Bezug auf die Wiederverwendungstätigkeit und die Vorbereitung zur Wiederverwendung erstellt wurde, sowie gegebenenfalls der Bericht des gemäß dem Gesetzbuch der Gesellschaften und Vereinigungen bestellten Kommissars;

8° die Bilanz der Umsetzung des Verbesserungsverfahrens zur Steigerung der Qualität nach Artikel 2 § 1 Ziffer 9.

In Bezug auf Ziffer 3 ist es bei Baumaterialien nicht erforderlich, dass die gesamte betroffene Tonnage in der Wallonischen Region wiederverwendet wird, vorausgesetzt, dass die gesamte betroffene Tonnage in der Wallonischen Region gesammelt und in den Nachbarländern wiederverwendet wird. Die Relevanz der Ausweitung der Wiederverwendung auf Nachbarländer für Baumaterialien kann alle fünf Jahre von der Abteilung Boden und Abfälle neu bewertet werden.

Die Abteilung Boden und Abfälle kann alle zusätzlichen Unterlagen anfordern, die geeignet sind, die Einhaltung der Kriterien und Bedingungen zu belegen, die für die Berechnung des Ausgleichsbetrags maßgeblich waren.

§ 1/3. Alle drei Jahre, vorbehaltlich des Eingangs des Jahresabschlusses gemäß Artikel 10 § 1/2 Ziffer 8, und der Erklärung gemäß Artikel 10 § 1/2 Ziffer 6, führt die Abteilung Boden und Abfälle die Kontrolle der Überkompensierung durch.

Die Kontrolle der Überkompensierung erfolgt nach der Formel in Anhang Nr. 4, wobei, wenn "P" über einer angemessenen Gewinnspanne liegt, ein überhöhter Ausgleich vorliegt.

§ 1/4. Die angemessene Gewinnspanne liegt zwischen einem und elf Prozent.

Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, können die angemessene Gewinnspanne gemäß der in Absatz 1 genannten Spanne festlegen.

In Ermangelung von Durchführungsmaßnahmen nach Absatz 2 beträgt die angemessene Gewinnspanne sechs Prozent.

§ 1/5. Jedes Jahr informiert die Abteilung Boden und Abfälle den Betrieb über die Schätzung seines Ausgleichssatzes, der auf der Grundlage der Formel in Anhang Nr. 4 berechnet wird. ";

3° § 2 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

(1) in der französischen Fassung wird zwischen das Wort "de" und das Wort "validation" das Wort "la" eingefügt.

(2) zwischen die Wortfolge "der Belege" und der Wortfolge "der Abteilung" wird die Wortfolge "und der statistischen Daten gemäß den Paragrafen 1/1 und 1/2 und alle drei Jahre der Durchführung der Kontrolle der Überkompensierung gemäß Paragraf 1/3 durch die Abteilung Boden und Abfälle und die Direktion der Sozialwirtschaft" eingefügt;

(3) das Wort "Verwaltung" wird durch die Wortfolge "Direktion der Sozialwirtschaft" ersetzt.

(4) die Wortfolge "zahlt der zuständige Beamte" wird durch die Wortfolge "zahlen die Abteilung Boden und Abfälle und die Direktion der Sozialwirtschaft, jeder in Höhe der ihn betreffenden Ausgleichszahlung" ersetzt;

b) das Wort "Vorschuss" wird durch das Wort "Teilbetrag" ersetzt;

b) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 2 und 3 eingefügt:

"Wird bei der dreijährigen Kontrolle der Überkompensierung festgestellt, wird der noch ausstehende Saldo für das Vorjahr anteilig abgezogen, so dass die Ausgleichszahlung "P" die gemäß Absatz 1/4 festgelegte angemessene Gewinnspanne nach der Formel in Anhang Nr. 4 nicht übersteigt. ";

4° die Paragrafen 2/1 bis 2/3 mit folgendem Wortlaut werden eingefügt:

"§ 2/1. Jedes Jahr kann der Betrag der Ausgleichszahlung pro Tonne entsprechend der jährlichen Entwicklung des Verbraucherpreisindex nach der Formel in Anhang Nr. 1 Punkt 2 angepasst werden.

§ 2/2. Alle drei Jahre wird der Betrag der Ausgleichszahlung pro wiederverwendete Tonne zusätzlich zu der Berechnung nach Paragraf 2/1 entsprechend der Feststellung der Überschreitung eines Indikators für die allgemeine Rentabilität der Wiederverwendungsbetriebe nach der Formel in Anhang Nr. 1 Nummer 3 angepasst.

§ 2/3. Unabhängig von den in dem vorliegenden Artikel festgelegten Anpassungsformeln werden die Beträge der Ausgleichszahlung pro Tonne entsprechend dem von der Wallonischen Region zur Finanzierung des Ausgleichsmechanismus pro wiederverwendeter Tonne zur Verfügung gestellten Haushaltsrahmens begrenzt. ";

5° § 3 wird wie folgt abgeändert:

a) in Absatz 1 werden folgende Abänderungen vorgenommen:

in der französischen Fassung das Wort "réutilisé" durch das Wort "réemployé" ersetzt;

(2) in der französischen Fassung das Wort "réutilisées" durch das Wort "réemployées" ersetzt;

3° in Absatz 2 wird die Wortfolge "in Artikel 9, § 3" durch die Wortfolge "in den Anhängen 1 bis 3" ersetzt.

Art. 14 - Artikel 11 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. April 2019, wird wie folgt abgeändert:

1° In Absatz 1 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) das Wort "regelmäßig" wird durch das Wort "jährlich" ersetzt;

b) zwischen die Wortfolge "Bedingungen der Zulassung" und die Wortfolge "und die Kriterien" wird die Wortfolge "gemäß Artikel 2 § 1" eingefügt;

c) zwischen die Wortfolge "der Ausgleichszahlung" und die Wortfolge ". Die Kontrolle" wird die Wortfolge "gemäß Artikel 9" eingefügt;

2° Absatz 2 wird durch Folgendes ersetzt:

„Der außerbetriebliche Kontrolleur ist ein Rechnungsprüfer, d. h. eine natürliche Person, die über ein Diplom für Rechnungsprüfer verfügt und in der belgischen Kammer der geprüften Rechnungsprüfer eingetragen ist.“;

3° In Absatz 3 werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wortfolge „Die Kontrolle umfasst die Prüfung einer eventuellen Überkompensierung“ wird durch die Wortfolge „Die Kontrolle kann die Prüfung einer eventuellen Überkompensierung umfassen“ ersetzt;

b) die Wortfolge „, um sicherzugehen, dass der Betrag des Zuschusses die im Laufe der letzten Jahre festgestellten durchschnittlichen Kosten nicht überschreitet“. wird aufgehoben;

4° in Absatz 4 wird die Wortfolge „der Verwaltung“ durch die Wortfolge „der Direktion der Sozialwirtschaft“ ersetzt.

Art. 15 - In der französischen Fassung von Artikel 12 desselben Erlasses wird das Wort „récupération“ jedes Mal durch das Wort „réemploi“ ersetzt.

Art. 16 - In der französischen Fassung von Artikel 12 desselben Erlasses wird das Wort „récupération“ jedes Mal durch das Wort „réemploi“ ersetzt.

Art. 17 - In Artikel 14 desselben Erlasses wird die Wortfolge „des Haushaltsplans und der Buchführung der Dienststellen der Wallonischen Regierung“ durch die Wortfolge „des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten“ ersetzt.

Art. 18 - Artikel 17 desselben Erlasses wird durch Folgendes ersetzt:

„Art. 17 - Innerhalb von drei Monaten nach Inkrafttreten des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, muss der Inhaber der auf der Grundlage dieses Erlasses erteilten Zulassung, vor seiner Änderung durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, der in erster Instanz ausstellenden Behörde folgende Unterlagen vorlegen:

1° den Nachweis seiner Zulassung gemäß Artikel 2 § 1 Ziffer 1, oder er weist nach, dass er die Bedingungen gemäß Artikel 2 § 3 Absatz 1 erfüllt;

2° einen Antrag auf Änderung der Anzahl der jährlich in der Wallonischen Region wiederverwendeten Tonnen, aufgeschlüsselt nach Abfallarten oder Produkten oder Produktbestandteilen, vorgesehen in Artikel 5 § 2 Ziffer 6 des vorliegenden Erlasses, um das besagte voraussichtliche Ziel für 2025 und die folgenden Jahre an die neue Aufschlüsselung der Tonnage nach Abfallarten oder Produkten oder Produktbestandteilen anzupassen, wie vorgesehen in Artikel 9 § 2 des vorliegenden Erlasses in der durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, abgeänderten Fassung.

Andernfalls enden seine Zulassung und der Anspruch auf die damit verbundenen Ausgleichszahlungen am 31. Dezember 2024.“.

Art. 19 - In demselben Erlass wird Anhang 1 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 1 ersetzt.

Art. 20 - In demselben Erlass wird die Anhang 2 durch den dem vorliegenden Erlass beigefügten Anhang 2 ersetzt.

Art. 21 - In demselben Erlass wird ein Anhang 4 eingefügt, die als Anhang 3 zum vorliegenden Erlass beigefügt wird.

Art. 22 - Am 1. Januar 2025 treten in Kraft:

Artikel 7 Ziffer 4, insofern er einen § 3/2 in Artikel 5 des Erlasses vom 3. April 2014 einfügt;

2° Artikel 12 Ziffer 4;

Artikel 13 Ziffer 2, insofern er die Paragraphen 1/3 bis 1/5 in Artikel 10 des Erlasses vom 3. April 2014 einfügt;

4° Artikel 13 Ziffer 4.

Art. 23 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Sozialwirtschaft gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Umwelt gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 21. März 2024

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen

Ch. MORREALE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 1 zu dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind

"Anhang 1 - MODALITÄTEN ZUR BERECHNUNG DER AUSGLEICHSZAHLUNG UND EINSCHLIESSLICH DES EVENTUELLEN BONUS

1° Jährliche Schätzung der Ausgleichszahlung und eventueller Bonus

a) Parameter und Variablen

C = Jährliche Ausgleichszahlung;

B = Bonus;

M = jährliche Lohnsumme des Betriebs (Euro/Jahr), unter Abzug der Befreiungen, der Ermäßigungen der Arbeitgeberbeiträge und der Beihilfen von öffentlichen Behörden aller Art;

Q = wiederverwendete Gesamtmenge pro Jahr (Tonnen);

i = Koeffizient aufgrund der Wiederverwendungssparte;

Q_{Ai} = pro Jahr und pro Kategorie vom Betrieb wiederverwendete Menge, wie sie in der Zulassung bestimmt ist (Tonnen);

Q_{A'i} = pro Jahr und pro Kategorie vom Betrieb wiederverwendete Menge, zusätzlich zur Zulassung (Tonnen);

X_i = Betrag des Zuschusses pro wiederverwendete Tonne je nach der Kategorie (Euro/wiederverwendete Tonne);

E = Höhe des Ausgleichskoeffizienten für den Produktivitätsverlust (Euro);

b) Jährliche Ausgleichszahlung C

Die jährliche Ausgleichszahlung wird folgendermaßen berechnet:

$$C = (Q_{Ai} * X_i) + (M/30.000) * E$$

c) Bonus (B)

Der Bonus der den Betrieben aufgrund der wiederverwendeten Tonnenmenge zusätzlich zur in der Zulassung vorgeschriebenen Menge, abhängig von der Verfügbarkeit von Haushaltsmitteln gewährt werden kann, wird wie folgt berechnet:

$$B = (Q_{A'i} * X_i)$$

Wenn die Summe der von den Betrieben beantragten Boni für das Bezugsjahr das verfügbare Budget-Saldo übertrifft, wird der gewährte Bonus (B) entsprechend gekürzt:

$$B = (Q_{A'i} * X_i) * (\text{verfügbares Budget-Saldo/beantragtes Bonus-Budget})$$

2° Berechnung der jährlichen Anpassung des Betrags der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne

$$X_{it} = X_{ib} * (1 + \Delta IPC)$$

Dabei ist:

a) X_{it} der Betrag der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne je Kategorie oder Unterkategorie für das Jahr "t";

b) X_{ib} der Betrag der Ausgleichszahlung pro Tonne Ausgangserzeugnisse, der den in Anhang 2 für eine bestimmte Kategorie festgelegten Beträgen der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne entspricht;

c) ΔIPC ist die Änderungsrate des Verbraucherpreisindex (VPI), wie sie vom Belgisches Statistikamt (Statbel) berechnet wird, zwischen dem Basisjahr (dem Jahr des Inkrafttretens dieses Erlasses) und dem Jahr, in dem die Anpassung erfolgt. ΔIPC ergibt sich aus der Formel (VPI_t/IPC_b) - 1, wobei VPI_t der VPI für den Monat Januar des Jahres "t" ist, in dem die Anpassung erfolgt, geteilt durch den VPI für den Monat Januar des Basisjahres (das Jahr des Inkrafttretens dieses Erlasses), das Ganze minus 1

3° Berechnung der Anpassung des Betrags der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne im Dreijahreszyklus

Die Höhe der Ausgleichszahlungen wird alle drei Jahre anhand des folgenden Indikators angepasst:

$$I = \frac{\frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_t}{(\sum_{i=1}^n R_i)_t} + \frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_{t-1}}{(\sum_{i=1}^n R_i)_{t-1}} + \frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_{t-2}}{(\sum_{i=1}^n R_i)_{t-2}}}{3}$$

Dabei ist:

- a) I der Anpassungsindikator, der der durchschnittlichen Gewinn- oder Verlustrate aller zugelassenen Wiederverwendungsbetriebe entspricht;
- b) R_i die Summe der durch die Wiederverwendung erzeugten Einnahmen, einschließlich Zuschüssen und etwaigen Beiträgen externer Akteure des Betriebs i;
- c) C_i die Summe der Kosten, die durch die Wiederverwendung oder Vorbereitung zur Wiederverwendung des Betriebs i verursacht werden ;
- d) n ist die Zahl der zugelassenen Wiederverwendungsbetriebe ;
- e) t ist das letzte Jahr, für das der Wallonischen Region Daten vorliegen.

Die Änderungen des Betrags hängen vom Wert von I ab:

- a) Wenn I unter der angemessenen Gewinnspanne liegt: Keine Änderung außer der jährlichen Anpassung.
- b) Wenn I über der angemessenen Gewinnspanne liegt: Verringerung der Beträge der Ausgleichszahlungen pro wiederverwendeter Tonne pro Kategorie, so dass I höchstens der angemessenen Gewinnspanne entspricht, wobei der unten erläuterte Ansatz zugrunde gelegt wird.

3° Vorgehen zur Senkung der Beträge der Ausgleichszahlungen pro wiederverwendeter Tonne:

- a) Berechnung einer durchschnittlichen Gewinn- oder Verlustrate aller zugelassenen Wiederverwendungsbetriebe nach Kategorie oder Unterkategorie anhand der folgenden Formel:

$$I_c = \frac{r_c + X_c * T_c - C_c}{\sum_{c=1}^n r_c + \sum_{c=1}^n X_c * T_c}$$

Wobei:

- (1) I_c ist der Anpassungsindikator nach Kategorie oder Unterkategorie, der der durchschnittlichen Gewinn- oder Verlustrate aller für die Kategorie oder Unterkategorie c zugelassenen Wiederverwendungsbetriebe in den drei Jahren entspricht, die für die Berechnung des Indikators I berücksichtigt werden;
- (2) r_c ist der Gesamterlös, der durch die Wiederverwendung der Kategorie oder Unterkategorie c, ohne Ausgleichszahlung je wiederverwendeter Tonne, von allen zugelassenen Wiederverwendungsbetrieben in den drei Jahren, die für die Berechnung des Indikators I berücksichtigt werden, erzielt wurde;
- (3) X_c ist der durchschnittliche Betrag der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne für die Kategorie oder Unterkategorie c in den drei Jahren, die für die Berechnung des Indikators I berücksichtigt werden;
- (4) X_c ist die Gesamtzahl der wiederverwendeten Tonnen für die Kategorie oder Unterkategorie c in den drei Jahren, die für die Berechnung des Indikators I berücksichtigt werden;
- (5) r_c ist die Gesamtsumme der Kosten, die durch die Wiederverwendung der Kategorie oder Unterkategorie c durch alle zugelassenen Wiederverwendungsbetriebe in den drei Jahren entstanden sind, die für die Berechnung des Indikators I berücksichtigt werden;
- (6) n ist die Anzahl der Kategorien oder Unterkategorien von Gütern, für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses eine Ausgleichszahlung geleistet wird.

- b) Senkung des durchschnittlichen Betrags der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne, bis die Summe der Anpassungsindikatoren pro Kategorie oder Unterkategorie höchstens der angemessenen Gewinnspanne entspricht, d. h.:

$$\sum_{c=1}^n I_c \leq Ir$$

Wobei Ir die angemessene Gewinnspanne ist.

Die Beträge der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne werden beginnend mit dem Betrag für die Kategorie oder Unterkategorie mit dem höchsten Anpassungsindikator für die Kategorie oder Unterkategorie verringert. Die Senkung der Beträge pro wiederverwendeter Tonne wird wiederholt, bis die Summe der Anpassungsindikatoren pro Kategorie oder Unterkategorie höchstens der angemessenen Gewinnspanne entspricht.

Die Senkungen werden nach folgenden Formeln vorgenommen:

- a) Berechnung des Anpassungsindikators der Kategorie oder Unterkategorie, die angepasst werden muss, um die Bedingung zu erfüllen, dass die angemessene Gewinnspanne nicht überschritten wird.

Dies geschieht, indem von dieser Gewinnspanne die Summe der Anpassungsindikatoren pro Kategorie oder Unterkategorie abgezogen wird, mit Ausnahme des Indikators für die Kategorie oder Unterkategorie, auf die die Anpassung abzielt.

Konkret: $I_o = I_r - \sum_{c=1}^{n-1} I_c$

Wobei:

(1) I_o ist der Anpassungsindikator der Kategorie oder Unterkategorie, die angepasst wird, der die Einhaltung der Bedingung, dass die angemessene Gewinnspanne nicht überschritten wird, ermöglicht;

(2) $(n - 1)$ ist die Anzahl der Kategorien oder Unterkategorien von Gütern, für die im Rahmen des vorliegenden Erlasses ein Ausgleich gewährt wird, minus eins, da sie die Kategorie oder Unterkategorie, die von der Anpassung betroffen ist, nicht einschließt.

Angenommen, es gibt drei Kategorien und Kategorie 3 ist diejenige, auf die sich die Anpassung bezieht, dann $I_o = I_r - (I_1 + I_2)$

(1) Berechnung des Betrags der Ausgleichszahlung pro wiederverwendete Tonne der Kategorie oder Unterkategorie, die angepasst wird, um die Bedingung, dass die angemessene Gewinnspanne nicht überschritten wird, einzuhalten. Dies geschieht durch Anwendung der folgenden Formel:

$$X_o = \frac{r_c - I_o * (\sum_{c=1}^n r_c + \sum_{c=1}^{n-1} X_c * T_c) - C_c}{T_c * (I_o - 1)}$$

Die Summe der Einnahmen aus dem Ausgleich pro Tonne, ausgedrückt durch den Ausdruck $\sum_{c=1}^{n-1} X_c * T_c$, schließt die Einnahmen aus dem Ausgleich pro Tonne der Kategorie oder Unterkategorie, auf die die Anpassung abzielt, aus.

Bei der Anwendung dieser Formel gibt es zwei Möglichkeiten:

a) X_o ist positiv, und daher kann die Anpassung der Beträge enden;

b) X_o ist negativ, dann muss der Betrag der Ausgleichszahlung pro wiederverwendeter Tonne der Zielkategorie oder -unterkategorie auf Null gesetzt werden und dieser Vorgang mit der zweiten Kategorie oder Unterkategorie mit dem höchsten Anpassungsindikator pro Kategorie oder Unterkategorie wiederholt werden. "

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 21. März 2024.

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,

Ch. MORREALE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 2 zu dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind

"Anhang 2 - BETRAG DER AUSGLEICHSZAHLUNG PRO WIEDERVERWENDETER TONNE NACH KATEGORIE DER WIEDERVERWENDETEN GÜTER

Der Wert des Ausgleichs pro wiederverwendeter Tonne nach Kategorien wiederverwendeter Güter wird wie folgt berechnet:

Kategorie	Grundbeträge Xi in Euro/Tonne
EEE	420
Matratzen	180
Möbel	180
Fahrräder	180
Dekorationsgegenstände und Geschirr	180
Andere verwertbare Gegenstände	180
Textilien	400
Baumaterialien	95

Die Kategorien von wiederverwerteten Gütern und die entsprechenden Beträge der Ausgleichszahlung pro wiederverwendete Tonne werden für einen Mindestzeitraum von fünf Jahren ab dem Inkrafttreten vorliegenden Erlasses bestimmt. "

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 21. März 2024.

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,

Ch. MORREALE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

Anhang 3 zu dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind

"Anhang 4 - BERECHNUNG DER ÜBERKOMPENSIERUNG

Die Überkompensierung wird auf Unternehmensebene nach folgender Formel berechnet:

$$P = \frac{\frac{R_t - C_t}{R_t} + \frac{R_{t-1} - C_{t-1}}{R_{t-1}} + \frac{R_{t-2} - C_{t-2}}{R_{t-2}}}{3}$$

Dabei ist:

- 1° P die Kompensierung;
- 2° R die Summe der durch die Wiederverwendung erzeugten Einnahmen des Betriebs, einschließlich Zuschüssen und etwaigen Beiträgen externer Akteure;
- 3° C die Summe der Kosten, die durch die Wiederverwendung oder Vorbereitung zur Wiederverwendung des Betriebs verursacht werden;
- 4° t ist das letzte Jahr, für das der Region Daten vorliegen.

Eine Überkompensierung liegt vor, wenn P höher ist als die angemessene Gewinnspanne. "

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2024 zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 3. April 2014 über die Zulassung und die Gewährung von Zuschüssen an Vereinigungen ohne Gewinnerzielungsabsicht und an als Sozialunternehmen zugelassene Unternehmen, die im Bereich der Wiederverwendung und der Vorbereitung zur Wiederverwendung tätig sind, beigefügt zu werden.

Namur, den 21. März 2024.

Für die Regierung,

Der Ministerpräsident,

E. DI RUPO

Die Vizepräsidentin und Ministerin für Beschäftigung, Ausbildung, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Sozialwirtschaft, Chancengleichheit und Rechte der Frauen,

Ch. MORREALE

Die Ministerin für Umwelt, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten und Tierschutz

C. TELLIER

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006683]

21 MAART 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winst oogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, artikel 20;

Gelet op het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid, artikel 5, § 1, 60° en 61°, artikel 22, § 1, 3°, a), en 10°, artikel 30, 5° en 13°, artikel 69, tweede lid, artikel 91, §§ 2 en 4, artikel 93, § 2, en artikel 103;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winst oogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 juli 2023

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2023;

Gelet op het rapport van 14 november 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies ENV.23.107.AV van de Beleidsgroep "Leefmilieu", gegeven op 25 september 2023;

Gelet op advies 44 van de "Conseil wallon de l'Economie sociale" (Waalse raad voor Sociale economie), gegeven op 24 oktober 2023;

Gelet op advies 74.903/4 van de Raad van State, gegeven op 17 januari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven;

Gelet op het Waals plan inzake afval en grondstoffen;

Gelet op de strategie "Circular Wallonia";

Gelet op de noodzaak om een controlemechanisme in te stellen om elke vorm van overcompensatie te voorkomen ten aanzien van steungerechtigden voor financiële compensaties die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik;

Overwegende dat de woorden "sociaal economiebedrijf" moeten worden verstaan als de woorden "sociale onderneming" bedoeld in artikel 8:5, § 1, van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen;

Overwegende dat de woorden "réutilisation" en "préparation à la réutilisation" door de woorden "réemploi" en "préparation en vue du réemploi" in de Franse versie worden vervangen om dit besluit in overeenstemming te brengen met de Europese terminologie, maar deze wijzigingen hebben niet tot gevolg dat de houders van een erkenning hun statuten formeel moeten wijzigen, met name hun maatschappelijk doel;

Overwegende dat de begripsomschrijvingen van het decreet van 9 maart 2023 betreffende de afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid van toepassing zijn;

Op de voordracht van de Minister van Sociale economie en de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winst oogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden ", de uitoefeningsvoorwaarden" worden ingevoegd tussen de woorden "tot erkenning" en de woorden "en subsidiëring van";

2° het woord "subsidiëring" wordt vervangen door het woord "compensatie";

3° de woorden "de vennootschappen met een sociaal oogmerk" worden vervangen door de woorden "de ondernemingen uit de sociale-economie";

4° in de Franse versie, worden de woorden "de la réutilisation" telkens vervangen door de woorden "du réemploi".

Art. 2. In hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in de Franse versie worden de woorden "de la réutilisation" telkens vervangen door de woorden "du réemploi";

2° in de Franse versie wordt het woord "réutilisation" telkens vervangen door het woord "réemploi";

3° het woord "sociale" wordt telkens ingevoegd tussen de woorden "de Minister van" en en woord "Economie";

4° het woord "subsidie" wordt telkens vervangen door het woord "compensatie", behalve in de verwijzingen naar de volgende besluiten:

a) het besluit van de Waalse Regering van 3 juni 2009 tot verlening van de erkenning en toekenning van subsidies aan de verenigingen zonder winst oogmerk en aan de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik;

b) het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een sociaal oogmerk die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

5° het woord "Minister" wordt telkens vervangen door het woord "minister".

Art. 3. In artikel 1 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1° worden de woorden "het decreet van 27 juni 1996 betreffende afvalstoffen" vervangen door de woorden "het decreet van 9 maart 2023 betreffende afvalstoffen, het circulair gebruik van de materialen en de openbare netheid";

b) in 5° worden de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen van het Operationeel Directoraat-generaal Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "de inspecteur-generaal van het Departement Bodem en Afvalstoffen van de Waalse Overheidsdienst Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Leefmilieu, of zijn afgevaardigde";

c) punt 6° wordt vervangen door wat volgt:

"6° de Directie Sociale economie: de Directie Sociale economie van het Departement economische ontwikkeling van de Waalse Overheidsdienst Economie, Werk en Onderzoek";

a) de punten 6°/1 tot 6°/3 worden ingevoegd, luidend als volgt:

"6°/1 de autoriteit van afgifte in eerste instantie: het Departement Bodem en Afvalstoffen en de Directie Sociale Economie;

6°/2 de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen: de minister van Leefmilieu;

6°/3 het hergebruik: het hergebruik zoals bedoeld in artikel 5, 16°, van het decreet Afvalstoffen";

e) 7° wordt vervangen door wat volgt:

"7° de voorbereiding op hergebruik: de voorbereiding gericht op het hergebruik zoals bedoeld in artikel 5, 19°, van het decreet Afvalstoffen";

f) 8° wordt vervangen door wat volgt:

"8° de onderneming voor hergebruik: de onderneming voor sociale economie als bedoeld in artikel 5, 45° van het decreet Afvalstoffen die actief is in hergebruik en voorbereiding op hergebruik en erkend is overeenkomstig dit besluit";

d) in 9°, van de Franse versie, wordt het woord "réutilisés" vervangen door het woord "réemployés";

h) 11° wordt opgeheven ;

i) 13° wordt opgeheven;

j) in 15° van de Franse versie, worden de woorden "à la réutilisation" vervangen door de woorden "en vue du réemploi";

k) 16° wordt opgeheven;

b) in 17°, worden de woorden "van het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst" vervangen door de woorden "van de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek";

m) het artikel wordt aangevuld met de punten 18° tot 20°, luidend als volgt:

"18° externe actoren: elke persoon die onderworpen is aan een regeling voor uitgebreide producentenverantwoordelijkheid die een verplichting inhoudt om afvalbeheer en bepaalde afvalpreventiemaatregelen te financieren, alsook een terugnameplicht voor afvalstoffen, en die een of meer activiteiten voor hergebruik of voorbereiding op hergebruik financiert die worden uitgevoerd bij wijze van een "S.I.E.G."-mandaat;

19° overcompensatie: de situatie waarbij, gemiddeld over drie jaar, de totale inkomsten uit de uitvoering van de "S.I.E.G.", met inbegrip van subsidies en financiële steun van externe actoren, verminderd met hun kosten gegenereerd door de uitvoering van de "S.I.E.G.", hoger zijn dan het redelijke winstpercentage bedoeld in artikel 10, § 1/4;

20° het doelpubliek: de werknemer die op het moment van zijn aanwerving geen diploma hoger secundair onderwijs heeft en ingeschreven is als werkzoekende, evenals de gesubsidieerde werknemers die reeds in dienst zijn bij de onderneming op de datum van inwerkingtreding van de wijzigingen. "

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2023, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu" worden vervangen door de woorden "De autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen";

b) 1° wordt vervangen door wat volgt:

"1° erkend worden als initiatief voor sociale economie overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 24 mei 2017 tot uitvoering van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van de initiatieven van sociale economie en de erkenning en de subsidiëring van de inschakelingsbedrijven";

c) in 2° van de Franse versie worden de woorden "avoir pour objet social la réutilisation et la préparation à la réutilisation" vervangen door de woorden "avoir pour objet social le réemploi et la préparation en vue du réemploi";

d) punt 3° wordt vervangen als volgt:

"3° iedere natuurlijke persoon, iedere rechtspersoon of iedere persoon die wettelijk bevoegd is om de rechtspersoon die om goedkeuring verzoekt, te vertegenwoordigen, op het moment van indiening van de aanvraag, niet nog onderworpen is aan een verbods-, ontzettings-, schorsings- of intrekingsmaatregel, die geheel of gedeeltelijk betrekking heeft op het soort afvalactiviteit waarvoor de erkenning wordt aangevraagd en die is vastgesteld op basis van een van de volgende beslissingen:

- een gerechtelijke beslissing die kracht van gewijsde heeft;

- een administratieve schorsings- of intrekingsbeslissing genomen overeenkomstig artikel D.198, § 2, van Boek I van het Milieuwetboek;

- voor minder dan 6 maanden, een administratieve intrekkingbeslissing genomen overeenkomstig artikel 86, § 1, van het Decreet Afvalstoffen;
- een administratieve schorsingsbeslissing genomen overeenkomstig artikel 86, § 1, van het Decreet Afvalstoffen.”;
- e) 5° wordt opgeheven;
- a) in 7°, wordt h) opgeheven;
- g) in 11°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - in de Franse versie worden de woorden “à la réutilisation” vervangen door de woorden “au réemploi”;
 - de woorden “de Administratie” worden vervangen door de woorden “de Directie Sociale economie”;
- h) in 12°, worden de woorden “financiële moeilijkheden” vervangen door het woord “alarmprocedure”;
- i) 14°, 15° en 16° worden opgeheven;
- 2° in paragraaf 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:
 - a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden “of in de Duitstalige Gemeenschap,” worden ingevoegd tussen de woorden “in het Vlaams Gewest” en de woorden “dat hij voldoet aan”;

(2) het lid wordt aangevuld met de woorden “en bewijst dat hij de principes van de sociale economie zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet Sociale economie naleeft en dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van initiatieven van sociale economie en de erkenning en subsidiëring van inschakelingsbedrijven. ”;

(2) het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “en bewijst dat hij de principes van de sociale economie zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet Sociale economie naleeft en dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van initiatieven van sociale economie en de erkenning en subsidiëring van inschakelingsbedrijven. ”;

(3) het derde lid wordt aangevuld met de woorden “en bewijst dat hij de principes van de sociale economie zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet Sociale economie naleeft en dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 1, van het decreet van 20 oktober 2016 betreffende de erkenning van initiatieven van sociale economie en de erkenning en subsidiëring van inschakelingsbedrijven. ”.

Art. 5. In artikel 3 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt vervangen door wat volgt

“De erkenningsaanvraag wordt in eerste instantie ingediend bij de autoriteit van afgifte in eerste instantie overeenkomstig de artikelen 89, 90, 91 en 92 van het Decreet afvalstoffen. ”;

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

“De aanvraag bevat de volgende informatie:

1° een ondernemingsplan, bevattende:

a) een omschrijving van de aard en de hoeveelheden van de betrokken afval, producten en bestanddelen van producten, van het bediende gebied, de organisatie van de inzameling en de voorbereiding op hergebruik, de modaliteiten voor de meting van de ingezamelde en met het oog op hergebruik voorbereide stromen, desgevallend, de reeds ingezamelde en hergebruikte tonnages;

b) het aantal vooruitgeplande aantal tonnen afval en producten of bestanddelen van producten hergebruikt per jaar in het Waalse Gewest i.v.m. de activiteiten bedoeld onder a), waarvoor hij de erkenning aanvraagt, alsook de verdeling van de tonnage per type afval, producten of bestanddelen van producten zoals bepaald in artikel 9, § 2;

c) de opslagmodaliteiten en de overwogen herstelhandelingen;

d) de methodologie voor de opvolging van de fysische en financiële stromen en een uitvoerige omschrijving van de modaliteiten inzake rapportage van de activiteit;

e) het aantal tewerkgestelde personen, uitgedrukt in voltijds equivalenten, de desbetreffende globale loonmassa alsook de loonmassa betreffende de werknemers van het doelpubliek, met uitzondering van de begeleidingsposten en de administratieve functies;

f) desgevallend, de openingstijden van de winkels;

g) het financiële plan met de geraamde uitgaven en inkomsten in verband met de activiteiten voor hergebruik over een periode van vijf jaar;

2° de referentie van de vergunningen, erkenningen, registraties en attesten waarover het hergebruiksbedrijf beschikt op het vlak van leefmilieu en afvalstoffen, alsook alle andere documenten waaruit blijkt dat de voorwaarden bedoeld in artikel 2 in acht genomen worden;

3° de volledige lijst van alle andere erkenningen, vergunningen, registraties en attesten die verband houden met de activiteiten waarvoor de erkenning aangevraagd wordt;

4° het afschrift van de erkenning bedoeld in artikel 2, § 1, 1°: ”;

3° in het derde lid van de Franse versie, worden de woorden “à la réutilisation” vervangen door de woorden “en vue du réemploi”;

4° het vierde lid wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 4 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt opgeheven;

2° in het tweede lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu stellen het hergebruiksbedrijf dat geregistreerd, geïdentificeerd of gedetecteerd wordt via de toegang tot de bronnen van authentieke gegevens, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaams Gewest, vrij van de indiening” worden vervangen door de woorden “De autoriteit van afgifte in eerste instantie stelt het hergebruiksbedrijf dat geregistreerd, geïdentificeerd of

gedetecteerd wordt via de toegang tot de bronnen van authentieke gegevens, hetzij in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, hetzij in het Vlaams Gewest, vrij van de indiening”;

b) in de Franse versie, worden de woorden “à la réutilisation” vervangen door de woorden “en vue du réemploi”;

3° in het derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu stellen het hergebruiksbedrijf vrij van de levering van het bewijs” worden vervangen door de woorden “De autoriteit van afgifte in eerste instantie stelt het hergebruiksbedrijf vrij van de levering van het bewijs”;

b) de woorden “de Administratie” worden vervangen door de woorden “de Directie Sociale economie”.

Art. 7. In artikel 5 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de leden 1, 2 en 3 worden vervangen door wat volgt:

“Overeenkomstig artikel 93 van het decreet Afvalstoffen stuurt het Departement Bodem en Afvalstoffen aan de Directie Sociale Economie een adviesaanvraag vergezeld van een kopie van het dossier met het oog op de controle van de naleving van de principes bedoeld in artikel 1 van het decreet Sociale Economie.

De Directie Sociale Economie heeft dertig dagen na ontvangst van de aanvraag om haar advies in te dienen bij het Departement Bodem en Afvalstoffen.

In afwijking van het eerste lid, wanneer de aanvrager houder is van de erkenning bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, brengt de Directie Sociale Economie geen advies uit maar wordt zij op de hoogte gebracht van de aanvraag.”;

b) in het vierde lid, worden de woorden “en richt zijn verslag in twee exemplaren aan de Minister binnen een termijn van zestig dagen, te rekenen van de kennisgeving van de beslissing over de volledigheid van het aanvraagdossier” opgeheven;

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu spreken zich uit” worden vervangen door de woorden “De autoriteit van afgifte in eerste instantie spreekt zich uit”;

(2) de woorden “Die beslissing” worden vervangen door de woorden “Die erkenning”;

(3) het woord “ondermeer” wordt opgeheven;

(4) punt 2° wordt opgeheven;

(5) in 6°, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

d) in de Franse versie, wordt het woord “réutilisées” vervangen door het woord “réemployées”;

(ii) de woorden “bedoelde subsidie “basissokkel” toegekend” worden vervangen door de woorden “bedoeld jaarlijkse subsidie toegekend”;

b) het tweede lid wordt opgeheven;

3° paragraaf 3 wordt opgeheven;

4° de paragrafen 3/1 en 3/2 worden ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 3/1. Bij een eerste aanvraag tot erkenning wordt de erkenning voor een maximumperiode van drie jaar verleend.

Als het gaat om een nieuwe erkenningsaanvraag, wordt de erkenning voor een duur van vijf jaar verleend.

§ 3/2. De autoriteit van afgifte in eerste instantie of de autoriteit die bevoegd is voor administratieve beroepen leeft de begrotingsannaliteit, per kalenderjaar, van de in Hoofdstuk III bedoelde compensaties na. Daartoe besluit zij dat de datum van inwerkingtreding van de erkenning, eventuele beslissingen tot wijziging daarvan inbegrepen, hetzij 1 januari van het lopende jaar, hetzij 1 januari van het daaropvolgende jaar is.”;

5° paragraaf 4 wordt vervangen door wat volgt:

“§ 4. Bij de bevoegde instantie kan administratief beroep worden ingesteld tegen beslissingen of tegen het uitblijven van een beslissing binnen de termijn die door de autoriteit van afgifte in eerste instantie is vastgesteld inzake de erkenning, overeenkomstig artikel 99 van het decreet Afvalstoffen.

Binnen vijftien dagen na ontvangst van het verzoek door de bevoegde overheid op administratief beroep, stuurt de bevoegde overheid op administratief beroep de aanvrager een ontvangstbewijs van zijn verzoek.

Het “Departement Bodem en Afvalstoffen” onderzoekt het beroep.

Wanneer het administratief beroep betrekking heeft op de naleving van de bepalingen van artikel 1 van het decreet van 20 november 2008 betreffende de sociale economie, verzoekt het Departement Bodem en Afvalstoffen, na ontvangst van het afschrift van de beroepsaanvraag, het advies van de minister van Sociale Economie, die het advies kan vragen van de “Conseil wallon de l’Economie sociale” (Waalse Raad voor Sociale Economie). De minister van Sociale economie beschikt over een termijn van dertig dagen om zijn advies te sturen naar het Departement Bodem en Afvalstoffen. Na afloop van deze termijn wordt de procedure voortgezet.

Het Departement Bodem en Afvalstoffen stuurt binnen zestig dagen na ontvangstbevestiging een samenvattend verslag naar de bevoegde overheid op administratief beroep, vergezeld van een voorstel tot beslissing.”.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 5/1. Het Departement Bodem en Afvalstoffen kan de voorwaarden van de erkenning aanvullen of wijzigen:

1° als hij vaststelt dat de voorwaarden van de erkenning niet langer geschikt zijn om het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik te ontwikkelen;

2° om de inachtneming van doelstellingen per stroom te waarborgen.”.

Art. 9. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Elke nieuwe aanvraag tot erkenning moet worden ingediend overeenkomstig de termijn bedoeld in artikel 98 van het Decreet Afvalstoffen.”.

Art. 10. In artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het tweede lid wordt opgeheven;

b) in lid 3 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) punt 1° wordt aangevuld met de woorden "door voorbereiding op hergebruik of het op de markt brengen van tweedehands goederen en materialen met inachtneming van de verplichtingen bedoeld in artikel 2, § 1, eerste lid, 7°, a, b, f, g, 9° en 11°";

(2) in 2° worden de woorden "weinig gekwalificeerde werknemers" vervangen door de woorden "onder het doelpubliek ressorterende werknemers";

(3) 3° wordt vervangen door wat volgt:

"3° bijdragen tot de milieudoelstellingen van het Waals Gewest, met inbegrip van de doelstellingen inzake hergebruik, door te zorgen voor de ontwikkeling van hergebruik en de voorbereiding op hergebruik van afvalstoffen, producten of onderdelen van producten op het Waals grondgebied. ";

(a) de punten 4° en 5° worden opgeheven;

c) het vierde lid wordt opgeheven;

2° er wordt een paragraaf 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1. Om de tien jaar wordt de relevantie van het S.I.E.G.-mandaat door de Waalse Regering opnieuw geëvalueerd, zowel in het algemeen als voor elke categorie van betrokken objecten. ";

3° de paragrafen 2, 3 en 4 worden opgeheven.

Art. 11. In artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 13 juli 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin, worden de woorden "De erkenning kan door" vervangen door de woorden "Overeenkomstig artikel 86 van het decreet Afvalstoffen, kan de erkenning door";

b) de woorden "de Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu" worden vervangen door de woorden "de autoriteit van afgifte in eerste instantie wanneer";

c) punt 1° wordt opgeheven;

d) punt 2° wordt vervangen als volgt:

"2° het hergebruiksbedrijf niet langer beschikt over de erkenning bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, of wanneer de Directie Sociale Economie beslist dat het hergebruiksbedrijf niet langer voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 3, eerste lid;";

e) in 3°, worden de woorden "inlichtingen hen niet binnen" vervangen door de woorden "inlichtingen niet binnen";

2° het tweede lid wordt opgeheven ;

3° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"Wanneer het Departement Bodem en Afvalstoffen de erkenning opschort of intrekt, stuurt hij binnen tien dagen na de kennisgeving van de beslissing aan de houder van de erkenning een digitale kopie van de beslissing naar de Directie Sociale Economie. ".

Art. 12. In artikel 9 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "De Minister van Economie en de Minister van Leefmilieu verlenen" worden vervangen door de woorden "De autoriteit van afgifte in eerste instantie verleent";

(2) in de Franse versie, worden de woorden "à la réutilisation" vervangen door de woorden "en vue du réemploi";

(3) het lid wordt aangevuld met de volgende zin: ", binnen de grenzen van de beschikbare kredieten. ";

b) het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"De jaarlijkse compensatie bestaat uit:

1° een compensatie Sociale economie gekoppeld aan de menselijke hulpbronnen die behoren tot de doelgroep en uitsluitend bestemd zijn voor hergebruiksactiviteiten;

2° een compensatie Leefmilieu gekoppeld aan het aantal ton dat jaarlijks hergebruikt wordt in het Waalse Gewest, per type afval en producten of bestanddelen van producten waarvoor het hergebruiksbedrijf erkend is;

3° een aanvullend forfaitair bedrag zoals bedoeld in paragraaf 4. ";

c) het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

"In voorkomend geval, kan de jaarlijkse compensatie worden aangevuld met een eventuele, ten laste van de minister van Leefmilieu, gekoppeld aan het aantal ton dat jaarlijks in het Waalse Gewest hergebruikt wordt door het bedrijf bovenop de tonnage bedoeld bij zijn erkenning, verdeeld per type afval en producten of bestanddelen van producten.

d) het vierde lid wordt vervangen door wat volgt:

"De compensatie sociale economie wordt verleend door de Directie Sociale Economie. De compensatie Leefmilieu, het aanvullend forfaitair bedrag en de eventuele bonus worden verleend door het Departement Bodem en en Afvalstoffen. ";

2° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 2° wordt vervangen door wat volgt:

"2° nuttig toepasbare voorwerpen:

- a) matrassen;
- b) meubilair, zoals: keuken-,tuin-, zitkamer-, eetkamer-, slaapkamer-, kantoormeubilair, met inbegrip van tapijten, of onderdelen daarvan;
- c) fietsen of onderdelen daarvan;
- d) decoratievoorwerpen en vaatwerk of onderdelen daarvan;
- e) andere nuttig toepasbare voorwerpen zoals boeken, speelgoed, zwembaden, fitnessuitrusting, ligstoelen, sportuitrusting, cd's, dvd's, vinylplaten, muziekinstrumenten, kampeeruitrusting, handgereedschap, grasmaaiers, bromfietsen of onderdelen daarvan;"

b) 3° wordt vervangen door wat volgt:

"3° Elektrische en elektronische apparatuur (EEA):

a) EEA zoals : was- of afwasmachines, drogers; diepvriezers, koelkasten, fornuizen, kookplaten, ovens, magnetronovens, dampkappen, strijkijzers, keukenrobots, stofzuigers, boenmachines; lampen, verlichting, naaimachines, elektrisch gereedschap, koffiezetapparaten, ventilators, computers, printers, telefoons, mobiele telefoons, faxtoestellen, fotokopieerapparaten, schermen, randapparatuur, Hi-fi, video's, fototoestellen, camera's, projectors, versterkers, radio's, terminals, baby-phones of onderdelen daarvan;

b) fotovoltaïsche panelen of onderdelen daarvan;"

c) de punten 4° en 5° worden opgeheven;

d) punt 6° wordt aangevuld met de woorden "of onderdelen daarvan." ;

3° in paragraaf 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid van de Franse versie, wordt het woord "réutilisés" vervangen door het woord "réemployés";

b) in het tweede lid, worden de woorden "van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld diploma" vervangen door de woorden "van onder het doelpubliek ressorterende werknemers";

c) in het derde lid van de Franse versie wordt het woord "réutilisée" vervangen door het woord "réemployée";

4° er wordt een paragraaf 4 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 4. Hergebruiksbedrijven die het hergebruik van een hoeveelheid voorwerpen tussen tien en honderd ton per jaar mogelijk maken, komen in aanmerking voor een bijkomend jaarlijks forfaitair bedrag van 7.500 euro ter dekking van de bijkomende kosten die voortvloeien uit de administratieve en rapporteringsverplichtingen opgelegd in het kader van de uitvoering van de "S.I.E.G." en de uitvoering van de vooruitgangsmethodologie inzake kwaliteit bedoeld in artikel 2, § 1, 9°."

Art. 13. In artikel 10 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 20 juli 2024, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "het Departement Bodem en Afvalstoffen het hergebruiksbedrijf kennis geeft van de beslissing tot toekenning van de erkenning" worden vervangen door de woorden "de beslissing tot toekenning van de erkenning wordt bekendgemaakt";

(2) de woorden "stort de bevoegde gemachtigd ambtenaar" worden vervangen door de woorden "storten het Departement Bodem en Afvalstoffen en de Directie Sociale Economie, elk voor het bedrag van de compensatie die hem aangaat,";

(3) de woorden "het nieuwe voorschot, dat" vervangen door de woorden "de nieuwe schijf, die";

(4) het woord "geraamd" wordt ingevoegd tussen de woorden "percent van het" en de woorden "jaarlijkse subsidiebedrag" en het woord "jaarlijkse" wordt vervangen door het woord "jaarlijks";

b) het tweede lid wordt opgeheven;

2° er worden de paragrafen 1/1 tot 1/5 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 1/1. Elk jaar en uiterlijk op de door de Directie Sociale Economie vastgestelde datum, bezorgt het erkende hergebruiksbedrijf aan de Directie Sociale Economie, overeenkomstig artikel 89 van het decreet Afvalstoffen, de bewijsstukken en statistische gegevens met het oog op de rechtvaardiging van de door de Directie Sociale Economie toegekende jaarlijkse vergoeding en op het bewijs van de naleving van de criteria en voorwaarden die bepalend waren voor de berekening van het bedrag van de compensatie, namelijk:

1° het aantal werknemers, berekend in voltijds equivalenten, aangesteld voor de activiteit van het hergebruiksbedrijf in het kader van zijn erkenning;

2° de jaarlijkse loonmassa van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair of van een daarmee gelijkgesteld onderwijs en die het hergebruiksbedrijf aangesteld heeft voor activiteiten i.v.m. zijn erkenning;

3° de effectieve jaarlijkse loonmassa ten laste van het hergebruiksbedrijf, voor het referentiejaar, van de werknemers die niet houder zijn van een diploma van het hoger secundair onderwijs of van een daarmee gelijkgesteld diploma en die het hergebruiksbedrijf aangesteld heeft voor activiteiten i.v.m. zijn erkenning

§ 1/2. Jaarlijks en uiterlijk op de door het Departement Bodem en Afvalstoffen vastgestelde datum bezorgt het erkende hergebruiksbedrijf, overeenkomstig artikel 89 van het decreet Afvalstoffen, aan het Departement Bodem en Afvalstoffen de bewijsstukken en gegevensstatistieken ter rechtvaardiging van de jaarlijkse compensatie toegekend door het Departement Bodem en Afvalstoffen en om de naleving te bewijzen van de criteria en voorwaarden die de berekening van het bedrag van de compensatiebepaalden, namelijk:

1° de geografische zone die onder de inzameling valt;

2° het aantal ingezamelde tonnen;

3° het aantal tonnen dat jaarlijks hergebruikt wordt in het Waalse Gewest, per type afval en producten of bestanddelen van producten waarvoor het hergebruiksbedrijf erkend is;

4° de aard, de hoeveelheid en de bestemming van de niet-hergebruikte afval, producten of bestanddelen van producten;

5° de wijze waarop en de plaats waar de goederen opnieuw op de markt worden gebracht;

6° een aangifte met een omschrijving van de verschillende kosten en ontvangsten die jaarlijks door het hergebruiksbedrijf gedragen worden in het kader van de activiteiten i.v.m. zijn erkenning ;

7° indien deze niet worden gepubliceerd in de Balanscentralen, de goedgekeurde jaarrekeningen, m.b.t. het referentiejaar voor de storting van de compensatie, vastgelegd volgens het boekhoudkundig recht dat op de rechtspersoon toepasselijk is en, in voorkomend geval, op analytische wijze wat betreft de activiteit inzake hergebruik en voorbereiding op hergebruik, alsook, in voorkomend geval, het verslag van de commissaris benoemd overeenkomstig het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

8° de balans van de uitvoering van de vooruitgangsmethodologie inzake kwaliteit bedoeld in artikel 2, § 1, 9°.

Met betrekking tot 3°, voor bouwmaterialen, is het niet vereist dat alle betrokken tonnages worden hergebruikt in het Waals Gewest, op voorwaarde dat alle betrokken tonnages in het Waals Gewest worden ingezameld en in de buurlanden worden hergebruikt. De relevantie van de uitbreiding van hergebruik van bouwmaterialen naar buurlanden kan om de vijf jaar opnieuw worden beoordeeld door het Departement Bodem en Afvalstoffen.

Het Departement Bodem en Afvalstoffen kan bijkomende documenten vragen om te bewijzen dat voldaan is aan de criteria en voorwaarden die gebruikt worden om het bedrag van de compensatie te berekenen.

§ 1/3. Om de drie jaar, onder voorbehoud van ontvangst van de jaarrekeningen bedoeld in artikel 10, § 1/2, 8°, en van de aangifte bedoeld in artikel 10, § 1/2, 6°, voert het Departement Bodem en Afvalstoffen de controle uit op overcompensatie.

Overcompensatie wordt gecontroleerd volgens de formule in bijlage 4, waarbij als "P" hoger is dan een redelijke winstpercentage, er sprake is van overcompensatie.

§ 1/4. Het redelijke winstpercentage ligt tussen de één en elf procent.

De minister bevoegd voor Sociale Economie en de minister bevoegd voor Leefmilieu kunnen het redelijke winstpercentage vaststellen overeenkomstig de marge bedoeld in het eerste lid.

Indien geen uitvoeringsmaatregelen worden genomen krachtens het tweede lid, bedraagt het redelijke winstpercentage zes procent.

§ 1/5. Het Departement Bodem en Afvalstoffen brengt het bedrijf jaarlijks op de hoogte van de raming van het compensatiepercentage, berekend op basis van de formule in bijlage nr.4. ";

3° in paragraaf 2, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) in de Franse versie wordt het woord "la" ingevoegd tussen de woorden "réserve de" en de woorden "validation des pièces";

(2) de woorden "van de stukken door" worden vervangen door de woorden "van de bewijsstukken en statistische gegevens bedoeld in de paragrafen 1/1 en 1/2 en, om de drie jaar, de in paragraaf 1/3 bedoelde controle op de overcompensatie door het Departement Bodem en Afvalstoffen en de Directie Sociale economie";

b) de woorden "de Administratie" worden vervangen door de woorden "de Directie Sociale economie".

(4) de woorden "betaalt de bevoegde gemachtigd ambtenaar" worden vervangen door de woorden "betalen het Departement Bodem en Afvalstoffen en de Directie Sociale Economie, elk voor het bedrag van de compensatie die hem aangaat";

(5) de woorden "het nieuwe voorschot, dat" vervangen door de woorden "de nieuwe schijf, die";

b) tussen de leden 2 en 3 wordt een lid ingevoegd, luidend als volgt:

"Indien tijdens de driejaarlijkse controle een overcompensatie wordt vastgesteld, wordt het uitstaande saldo van het voorgaande jaar evenredig in mindering gebracht, zodat de compensatie "P" niet hoger is dan het redelijke winstpercentage dat overeenkomstig paragraaf 1/4 is vastgesteld, volgens de formule in bijl.4. ";

1° er worden de paragrafen 2/1 tot 2/3 ingevoegd, luidend als volgt:

"§ 2/1. Elk jaar kan het compensatiebedrag per ton volgens de formule in punt 2 van bijlage 1 worden aangepast aan de jaarlijkse wijziging van het indexcijfer van de consumptieprijzen.

§ 2/2. Om de drie jaar wordt, naast de in paragraaf 2/1 uitgevoerde berekening, het compensatiebedrag per hergebruikte ton opnieuw aangepast in functie van de vaststelling dat een indicator van de algemene rentabiliteit van hergebruiksbedrijven is overschreden, overeenkomstig de in bijlage 1, punt 3, bedoelde formule.

§ 2/3. Ongeacht de aanpassingsformules die in dit artikel zijn gedefinieerd, worden de bedragen van de compensatie per ton beperkt overeenkomstig de budgettaire enveloppe die door het Waals Gewest ter beschikking wordt gesteld om het compensatiemechanisme per hergebruikte ton te financieren. ";

5° in paragraaf 3, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

in de Franse versie, wordt het woord "réutilisé" vervangen door het woord "réemployé";

(2) in de Franse versie, wordt het woord "réutilisées" vervangen door het woord "réemployées";

b) in het tweede lid, worden de woorden "waarin artikel 9, § 3" vervangen door de woorden "waarin de bijlagen 1 tot 3".

Art. 14. In artikel 11 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 4 april 2019, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het woord "regelmatig" wordt vervangen door het woord "jaarlijks";

b) de woorden "bedoeld in artikel 2, § 1," worden ingevoegd tussen de woorden "de erkenningsvoorwaarden" en de woorden "en van de criteria";

c) de woorden "bedoeld in artikel 9" worden ingevoegd tussen de woorden "van de subsidie." en de woorden "De controle wordt".

2° het tweede lid wordt vervangen door wat volgt:

"De externe controleur is een accountant, d.w.z. een natuurlijke persoon die in het bezit is van het Diploma Accountant en geregistreerd is bij de "Ordre des experts-comptables brevetés de Belgique".";

3° in het derde lid, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "De controle omvat de verificatie van een eventuele overcompensatie" worden vervangen door de woorden "De controle kan de verificatie van een eventuele overcompensatie omvatten";

b) de woorden "om zich ervan te vergewissen dat het subsidiebedrag niet hoger is dan de gemiddelde kost die in de loop van de laatste jaren in de sector is vastgesteld" worden opgeheven.

4° in het vierde lid, worden de woorden "de Administratie" vervangen door de woorden "de Directie sociale Economie".

Art. 15. In artikel 12 van de Franse versie van hetzelfde besluit, wordt het woord "récupération" telkens vervangen door het woord "réemploi".

Art. 16. In artikel 13 van de Franse versie van hetzelfde besluit, wordt het woord "récupération" telkens vervangen door het woord "réemploi".

Art. 17. In artikel 14 van hetzelfde besluit, worden de woorden "van de begroting en van de boekhouding van de diensten van de Waalse Regering" vervangen door de woorden "van de begroting, de boekhouding en de verslaggeving van de Waalse openbare bestuursseenheid".

Art. 18. Artikel 17 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

"Art. 17. Binnen drie maanden na de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende de erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik, bezorgt de houder van de erkenning toegekend op basis van dit besluit, voorafgaand aan de wijziging ervan bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende de erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik, de volgende documenten aan de autoriteit van afgifte in eerste instantie:

1° het bewijs van zijn erkenning bedoeld in artikel 2, § 1, 1°, of aantoot dat hij voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2, § 3, eerste lid;

2° een verzoek tot wijziging van het aantal ton dat jaarlijks in het Waalse Gewest wordt hergebruikt, uitgesplitst naar soort afval of producten of bestanddelen van producten bedoeld in artikel 5, § 2, 6°, van dit besluit met het oog op de aanpassing van bedoelde voorlopige doelstelling voor 2025 en de volgende jaren naar de nieuwe verdeling van de tonnage per soort afval of producten of bestanddelen van producten zoals bepaald in artikel 9, § 2, van dit besluit, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 betreffende de erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Als dit niet het geval is, eindigen de erkenning en het recht op de bijbehorende compensatie op 31 december 2024."

Art. 19. In hetzelfde besluit, wordt bijlage 1 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage 1.

Art. 20. In hetzelfde besluit wordt bijlage 2 vervangen door de bij dit besluit gevoegde bijlage 2.

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt een bijlage 4 ingevoegd, die als bijlage 3 bij dit besluit is gevoegd.

Art. 22. Treden in werking op 1 juni 2025:

1° artikel 7, 4°, voor zover het een paragraaf 3/2 invoegt in artikel 5 van het besluit van 3 april 2014;

2° artikel 12, 4°;

3° artikel 13, 2°, voor zover het de paragrafen 1/3 tot 1/5 invoegt in artikel 10 van het besluit van 3 april 2014;

4° artikel 13, 4°.

Art. 23. De Minister van sociale economie en de Minister van Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage 1 bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winst oogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

"Bijlage 1. MODALITEITEN TOT BEREKENING VAN DE COMPENSATIE EN INCLUSIEF DE EVENTUELE BONUS

1° Jaarlijkse raming van de compensatie en eventuele bonus

a) Parameters en variabelen

C = jaarlijkse compensatie;

B = bonus ;

M = jaarlijkse loonmassa van het bedrijf (€/jaar), na aftrek van de vrijstellingen, verminderingen van bijdragen en van de steun verleend door elk type overheid;

Q = totaalhoeveelheid hergebruikt per jaar (ton);

i = functie-index van het hergebruikskanaal;

Q_{Ai} = hoeveelheid hergebruikt door het bedrijf per jaar en per categorie en bepaald door de erkenning (ton);

Q_{Ai} = hoeveelheid hergebruikt door het bedrijf per jaar en per categorie bovenop de erkenning (ton);

X_i = bedrag van de compensatie per hergebruikte ton per categorie in euro's/hergebruikte ton;

E = bedrag van de coëfficiënt betreffende de compensatie van productiviteitsverlies in euro;

b) Jaarlijkse compensatie C

Het jaarlijkse compensatie wordt berekend als volgt:

$$C = (Q_{Ai} * X_i) + (M/30.000) * E$$

c) Bonus (B)

De bonus die onder voorbehoud van budgettaire beschikbaarheden aan de bedrijven verleend kan worden op basis van de hergebruikte tonnages bovenop de erkenning wordt berekend als volgt:

$$B = (Q_{Ai} * X_i)$$

Als de som van de door de bedrijven gevraagde bonussen voor het referentiejaar hoger is dan het beschikbare budgettaire saldo, wordt de toegekende bonus (B) dienovereenkomstig verminderd:

$$B = (Q_{Ai} * X_i) * (\text{beschikbaar budgettair saldo/gevraagd bonusbudget})$$

2° Berekening van de jaarlijkse aanpassing van het bedrag van de compensatie per hergebruikte ton

$$X_{it} = X_{ib} * (1 + \Delta IPC)$$

Waar :

a) X_{it} is het bedrag van de compensatie per hergebruikte ton per categorie of subcategorie voor het jaar "t";

b) X_{ib} is het bedrag van de compensatie per basiston dat overeenkomt met de bedragen van de compensatie per hergebruikte ton die in bijlage 2 voor een bepaalde categorie zijn vastgesteld;

c) ΔIPC is het veranderingspercentage van de consumentenprijsindex (CPI), zoals berekend door het Belgische Bureau voor de Statistiek (Statbel), tussen het basisjaar (het jaar waarin dit decreet in werking treedt) en het jaar waarin de aanpassing plaatsvindt. ΔCPI wordt gegeven door de formule (CPI_t/CPI_b) - 1, waarbij CPI_t de CPI is voor de maand januari van het jaar "t" waar de aanpassing plaatsvindt, gedeeld door de CPI voor de maand januari van het basisjaar (het jaar van de inwerkingtreding van dit besluit), alles verminderd met 1

3° Berekening van de driejaarlijkse aanpassing van het bedrag van de compensatie per hergebruikte ton

De bedragen van de compensatie worden om de drie jaar aangepast op basis van de volgende indicator:

$$I = \frac{\frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_t}{(\sum_{i=1}^n R_i)_t} + \frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_{t-1}}{(\sum_{i=1}^n R_i)_{t-1}} + \frac{(\sum_{i=1}^n R_i - C_i)_{t-2}}{(\sum_{i=1}^n R_i)_{t-2}}}{3}$$

Waar :

a) I is de aanpassingsindicator die overeenkomt met het gemiddelde winst- of verliespercentage van alle erkende hergebruikbedrijven;

- b) R_i is het totaal van de ontvangsten uit het hergebruik, subsidies en eventuele bijdragen van externe actoren van het bedrijf i inbegrepen;
- c) C_i is het totaal van de kosten uit het hergebruik of de voorbereiding op hergebruik van het bedrijf i ;
- d) n is het aantal erkende hergebruiksbedrijven;
- e) t is het laatste jaar waarvoor gegevens beschikbaar zijn voor het Waals Gewest.

Veranderingen in het bedrag hangen af van de waarde van I :

- a) Als I lager is dan het redelijke winstpercentage: geen andere wijziging dan de jaarlijkse aanpassing.
- b) Als I hoger is dan de redelijke winstpercentage: verlaging van de bedragen van de compensatie per hergebruikte ton per categorie zodat I maximaal gelijk is aan de redelijke winstpercentage, volgens de hieronder beschreven procedure.

Procedure voor de vermindering van de bedragen van de compensatie per hergebruikte ton:

- a) Bereken een gemiddeld winst- of verliespercentage voor alle erkende hergebruiksbedrijven, per categorie of subcategorie, aan de hand van de volgende formule:

$$I_c = \frac{r_c + X_c * T_c - C_c}{\sum_{c=1}^n r_c + \sum_{c=1}^n X_c * T_c}$$

Waarbij:

- (1) I_c is de aanpassingsindicator per categorie of subcategorie die overeenstemt met het gemiddelde winst- of verliespercentage van alle erkende hergebruiksbedrijven voor categorie of subcategorie c voor de drie jaren die in aanmerking worden genomen voor de berekening van indicator I ;
- (2) r_c is het totaal van de ontvangsten uit het hergebruik van categorie of subcategorie c , compensatie per hergebruikte ton uitgezonderd, door alle erkende hergebruiksbedrijven gedurende de drie jaar die in aanmerking worden genomen voor de berekening van indicator I ;
- (3) X_c is het gemiddelde bedrag van de compensatie per hergebruikte ton voor de categorie of subcategorie c over de drie jaren die in aanmerking worden genomen voor de berekening van indicator I ;
- (4) T_c is het total aantal ton dat is hergebruikt voor de categorie of subcategorie c over de drie jaren waarmee rekening is gehouden voor de berekening van indicator I ;
- (5) r_c is het totaal van de kosten uit het hergebruik van categorie of subcategorie c door alle erkende hergebruiksbedrijven gedurende de drie jaar die in aanmerking worden genomen voor de berekening van indicator I ;
- (6) n is het aantal categorieën of subcategorieën goederen die het voorwerp uitmaken van een compensatie in het kader van dit besluit.

- b) Verlaag het gemiddelde compensatiebedrag per hergebruikte ton totdat de som van de aanpassingsindicatoren per categorie of subcategorie ten hoogste gelijk is aan het redelijke winstpercentage, d.w.z.:

$$\sum_{c=1}^n I_c \leq Ir$$

Waarbij Ir het redelijke winstpercentage is.

De bedragen van de compensatie per hergebruikte ton worden verlaagd, te beginnen met de categorie of subcategorie met de hoogste aanpassingsindicator per categorie of subcategorie. De verlaging van de bedragen per hergebruikte ton wordt herhaald totdat de som van de aanpassingsindicatoren per categorie of subcategorie ten hoogste gelijk is aan het redelijke winstpercentage.

De verlagingen worden gemaakt door de volgende formules toe te passen:

- a) Berekening van de aanpassingsindicator voor de categorie of subcategorie die moet worden aangepast om te voldoen aan de voorwaarde dat het redelijke winstpercentage niet wordt overschreden. Dit wordt gedaan door van dit percentage de som van de aanpassingsindicatoren per

categorie of subcategorie af te trekken, met uitzondering van die van de categorie of subcategorie waarop de aanpassing betrekking heeft.

Concreet: $I_o = I_r - \sum_{c=1}^{n-1} I_c$

Waarbij:

(1) I_o is de aanpassingsindicator voor de categorie of subcategorie die wordt aangepast, waarmee aan de voorwaarde van het niet overschrijden van het redelijke winstpercentage kan worden voldaan;

(2) $(n - 1)$ is het aantal categorieën of subcategorieën goederen die in het kader van dit besluit het voorwerp uitmaken van een compensatie, verminderd met één omdat de categorie of subcategorie waarop de aanpassing betrekking heeft niet is opgenomen.

Als we bijvoorbeeld aannemen dat er drie categorieën zijn en dat categorie 3 de categorie is waarop de aanpassing is gericht, dan is $I_o = I_r - (I_1 + I_2)$

b) Berekening van het bedrag van de compensatie per hergebruikte ton van de categorie of subcategorie die wordt aangepast om te voldoen aan de voorwaarde dat het redelijke winstpercentage niet wordt overschreden. Dit wordt gedaan door de volgende formule toe te passen:

$$X_o = \frac{r_c - I_o * (\sum_{c=1}^n r_c + \sum_{c=1}^{n-1} X_c * T_c) - C_c}{T_c * (I_o - 1)}$$

De som van de ontvangsten uit compensatie per ton, uitgedrukt door de uitdrukking $\sum_{c=1}^{n-1} X_c * T_c$, is exclusief de ontvangsten van de compensatie per ton van de categorie of subcategorie waarop de aanpassing betrekking heeft.

Door deze formule toe te passen, zijn er twee mogelijkheden:

a) X_o is positief en daarom kan de aanpassing van de bedragen stoppen;

b) X_o is negatief, in welk geval het bedrag van de compensatie per hergebruikte ton arbeid van de categorie of subcategorie waarop de aanpassing betrekking heeft op nul moet worden gezet en het proces moet worden herhaald voor de tweede categorie of subcategorie met de hoogste aanpassingsindicator per categorie of subcategorie. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage nr. 2 bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

"Bijlage 2. BEDRAG VAN DE COMPENSATIE PER HERGEBRUIKTE TON PER CATEGORIE HERGEBRUIKTE GOEDEREN

De waarde van de compensatie per hergebruikte ton per categorie hergebruikte goederen is de volgende:

Categorie	Xi-basisbedragen in euro/ton
EEE	420
Matrassen	180
Meubilair	180
Fietsen	180
Decoratievoorwerpen en vaatwerk	180
Andere nuttig toepasbare voorwerpen	180
Textielwaren	400
Bouwmaterialen	95

De categorieën hergebruikte goederen en de desbetreffende bedragen van de compensatie per hergebruikte ton worden bepaald voor een minimale periode van vijf jaar die ingaat op de datum van inwerkingtreding van dit besluit. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER

Bijlage nr. 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen erkend als sociale onderneming die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik

"Bijlage 4. BEREKENING VAN DE OVERCOMPENSATIE

De overcompensatie wordt op het niveau van het bedrijf berekend volgens de volgende formule:

$$P = \frac{\frac{R_t - C_t}{R_t} + \frac{R_{t-1} - C_{t-1}}{R_{t-1}} + \frac{R_{t-2} - C_{t-2}}{R_{t-2}}}{3}$$

Waar :

1° P is de compensatie;

2° R is het totaal van de ontvangsten van het bedrijf uit het hergebruik, subsidies en eventuele bijdragen van externe actoren inbegrepen;

3° C is het totaal van de kosten uit het hergebruik of de voorbereiding op hergebruik van het bedrijf;

4° t is het laatste jaar waarvoor gegevens beschikbaar zijn voor het Waals Gewest.

Er is sprake van overcompensatie als P hoger is dan het redelijke winstpercentage. "

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 april 2014 tot erkenning en subsidiëring van de verenigingen zonder winstoogmerk en de vennootschappen met een maatschappelijk doel die actief zijn in de sector van het hergebruik en de voorbereiding op hergebruik.

Namen, 21 maart 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie,
Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,

C. TELLIER